

Le monde en 1945 : reconstruire autrement

Dans quel état matériel, économique, diplomatique, politique et moral le monde sort-il de la Seconde Guerre mondiale ? Quels sont les fondements de sa reconstruction ? Dans quelle mesure la Seconde Guerre mondiale représente-t-elle un tournant dans la géopolitique mondiale ?

I. 1945, la fin d'une guerre dévastatrice et l'esquisse de nouveaux rapports de force

A. En Europe, l'URSS libère et s'impose

La libération de l'Europe et de l'Afrique du Nord par les Alliés (1942-1945)



Les Alliés

- Territoire des Alliés fin 1942
- Débarquements alliés
- Offensives alliées
- Grandes victoires des Alliés

La chute de l'Axe

- Limites du « Grand Reich »
- Territoires libérés
 - En 1943
 - En 1944
 - En 1945
- Régions sous contrôle allemand en mai 1945
- États neutres

Source : G. DUBY, Atlas historique mondial, Larousse, 2006.



Le « jour de l'Elbe », avril 1945



Poignée de mains entre les lieutenants William Robertson (EU) et Alexander Silvashko (URSS), le 27 avril.

L'Europe en 1945

- zone d'occupation des Alliés
- zone d'occupation soviétique
- forte présence militaire soviétique
- ville divisée

Territoires annexés

- ▨ par l'U.R.S.S.
- ▨ par la Pologne
- ▨ par la Bulgarie
- ▨ par la Yougoslavie
- par la France







1. Pays libérés ou vaincus

-  Par les Soviétiques
-  Par les Occidentaux
-  États neutres

2. Territoires annexés

-  Par la Pologne
-  Par la Yougoslavie
-  Par l'Union soviétique
-  Par la Grèce
-  Par la Bulgarie
-  Par la France
-  Frontières de l'Allemagne de 1937

3. Zones d'occupation militaire

-  Soviétique
-  Britannique
-  Américaine
-  Française
-  Villes occupées par les quatre Alliés

4. Déplacements de population

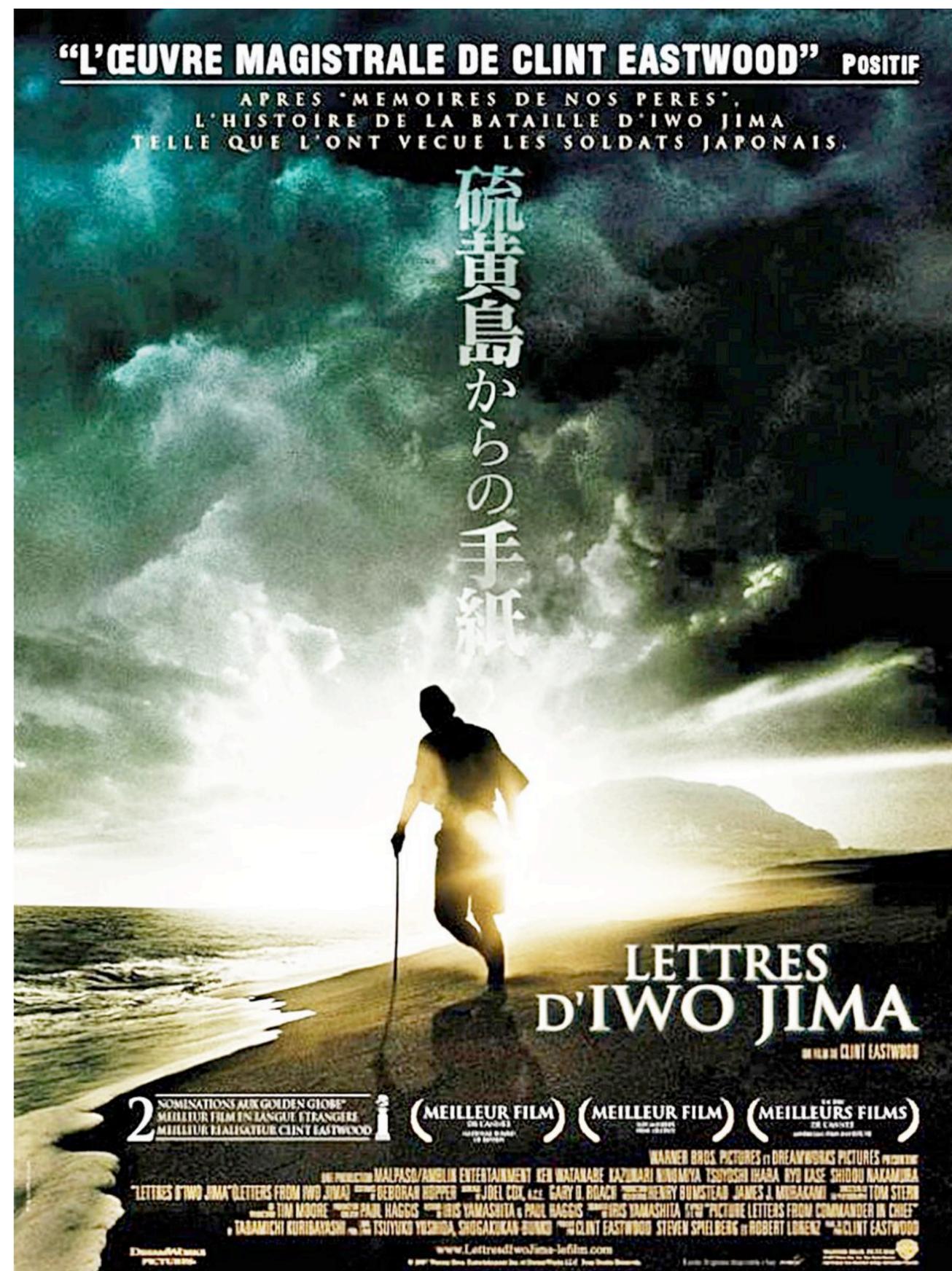
-  Allemands (12,4 millions)
-  Russes (2,3 millions)
-  Polonais (4,5 millions)
-  Autres peuples
-  Survivants du génocide de la Shoah

La « *tactique du salami* », définie par le chef du PC hongrois M. Rakosi :

il s'agit pour les communistes d'éliminer successivement toutes les forces qui lui sont hostiles (les autres partis, la presse critique, l'Église...), « *tranche après tranche, jusqu'à ce qu'il ne reste plus rien* », et ainsi de s'imposer aux postes-clé.

B. En Asie, la nette domination des États-Unis





C. Bilan humain et matériel de la Seconde Guerre mondiale

- 1) Bilan humain
- 2) Bilan matériel
- 3) Bilan économique
- 4) Bilan moral



Estimation des pertes humaines durant la Seconde Guerre mondiale.

	Pertes militaires	Pertes civiles	Pertes totales	En % de la population 1939
URSS	13 600 000	7 500 000	21 100 000	10,0 %
Pologne	120 000	5 300 000	5 420 000 *	15,0 %
Yougoslavie	300 000	1 200 000	1 500 000	10,0 %
Allemagne	4 000 000	3 000 000	7 000 000	12,0 %
Japon	2 700 000	300 000	3 000 000	4,0 %
Italie	300 000	100 000	400 000	1,0 %
France	250 000	350 000	600 000	1,5 %
Royaume-Uni	326 000	62 000	388 000	0,8 %
États-Unis	300 000	-	300 000	0,2 %
Chine	Entre 6 000 000 et 20 000 000			

* Pologne : dont 3 millions de Juifs.



PRIX DU JURY
FESTIVAL DE CANNES

Prix du Jury International et Grand Prix International
de la mise en scène (1^{er} festival de Cannes, 1946)



GRAND PRIX
FESTIVAL DE CANNES



LA BATAILLE DU RAIL

Un film de René Clément

ina



**Tokyo après le bombardement du
10 mars 1945 : un tiers de la ville
est détruit**



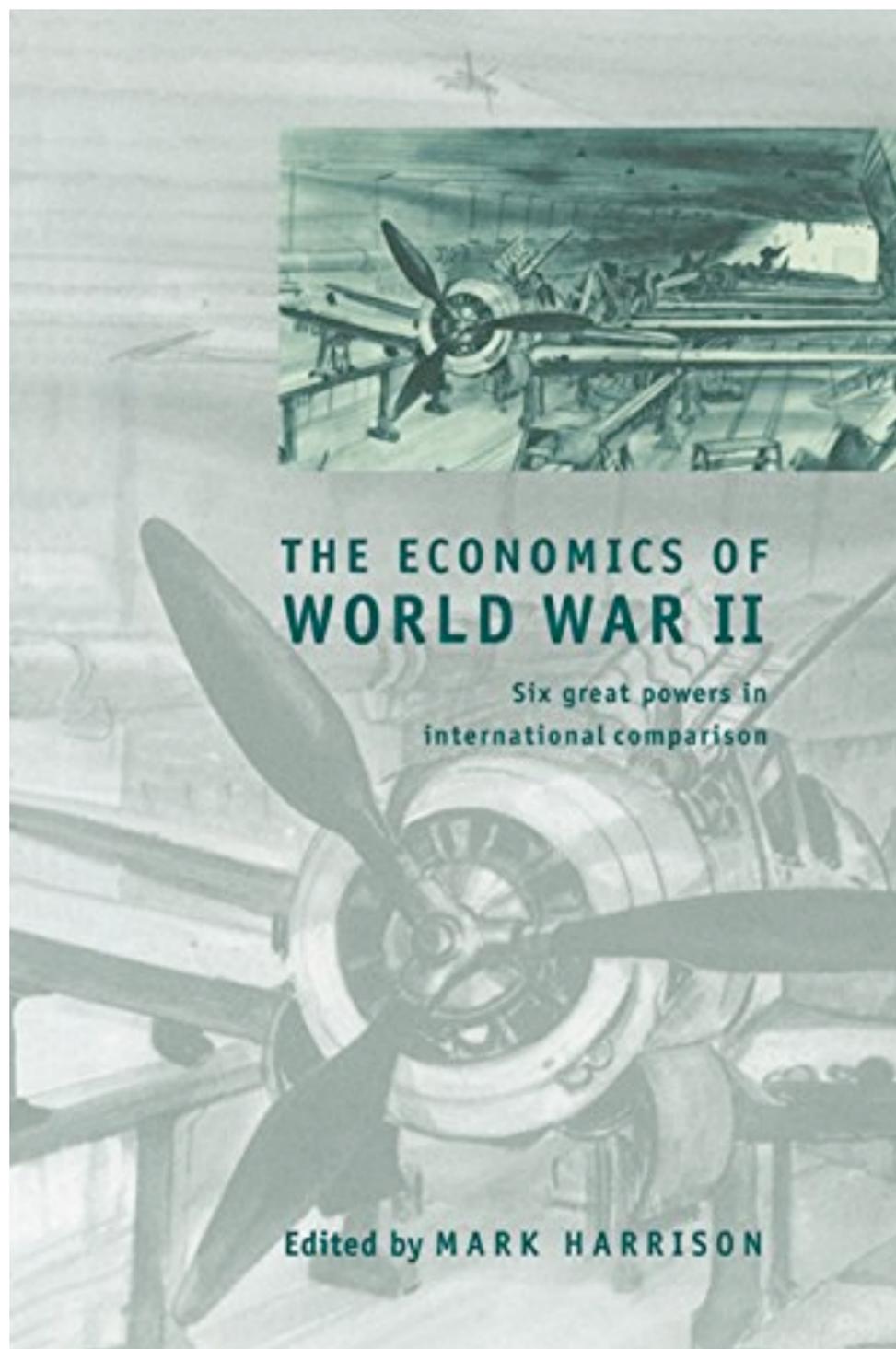
**Stalingrad en
1943**



Berlin en 1945

Dresde réduite en cendres par le bombardement de l'armée britannique en février 1945, 35 000 morts.



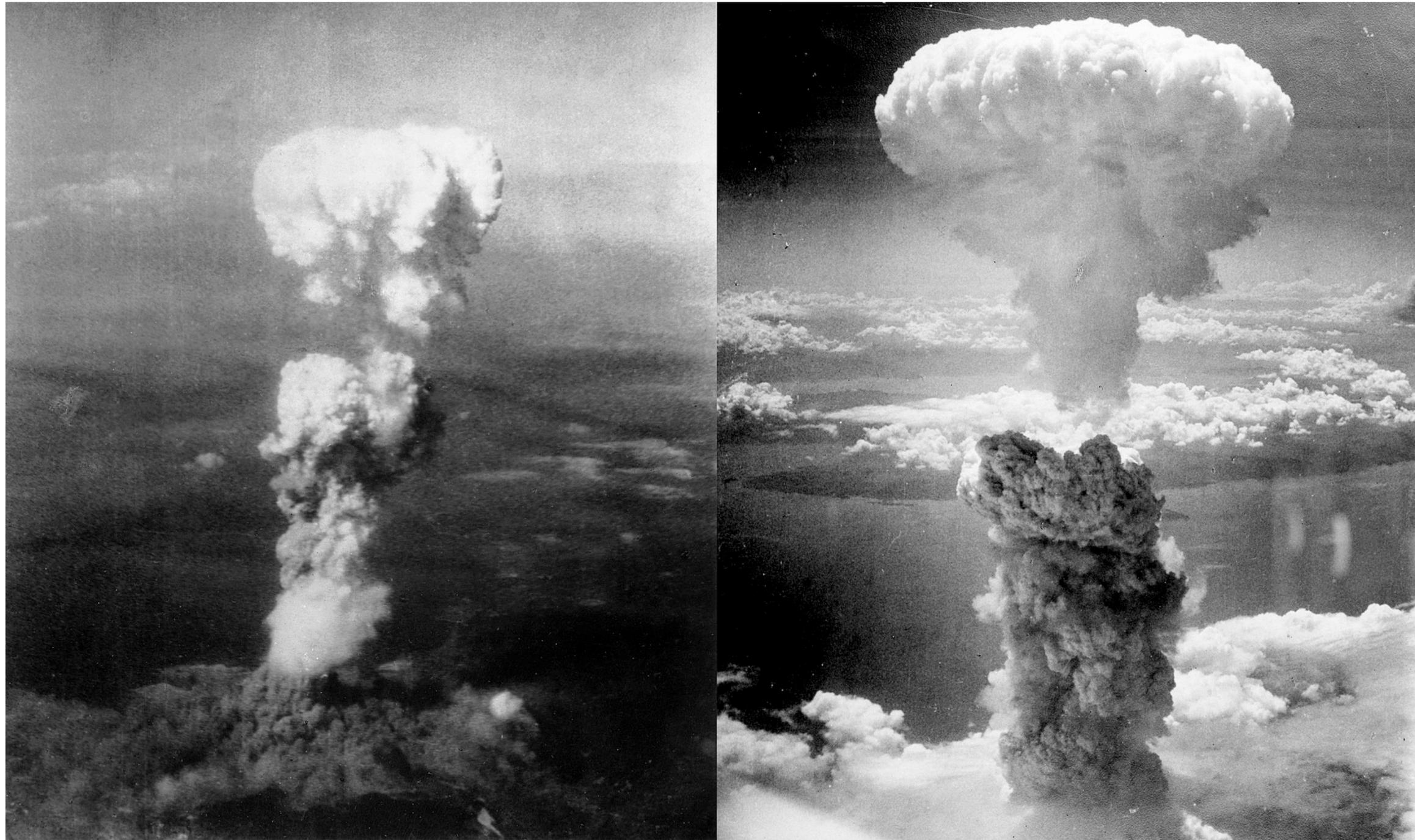


L'Union Soviétique, « Le vainqueur défait »

Mark HARRISON



Soldats de l'Armée rouge à leur arrivée au camp d'extermination d'Auschwitz, 27 janvier 1945



Champignons atomiques sur Hiroshima et Nagasaki.



Dégâts dans le centre d'Hiroshima

« La civilisation mécanique vient de parvenir à son dernier degré de sauvagerie. (...) Qu'on nous entende bien. Si les Japonais capitulent après la destruction de Hiroshima et par l'effet de l'intimidation, nous nous en réjouissons. Mais nous nous refusons à tirer d'une aussi grave nouvelle autre chose que la décision de plaider plus énergiquement encore en faveur d'une véritable société internationale, où les grandes puissances n'auront pas de droits supérieurs aux petites et aux moyennes nations (...). Devant les perspectives terrifiantes qui s'ouvrent à l'humanité, nous apercevons encore mieux que la paix est le seul combat qui vaille d'être mené. Ce n'est plus une prière, mais un ordre qui doit monter des peuples vers les gouvernements, l'ordre de choisir définitivement entre l'enfer et la raison. »

Albert Camus, éditorial de la revue *Combat*, 8 août 1945.



II. 1945, un monde en reconstruction

A. les efforts de reconstruction économique

- 1) Les accords de Bretton Woods
- 2) Le FMI et la BIRD
- 3) Reconstruire les conditions d'un commerce libre

Du 9 au 12 août 1941, se déroule la **rencontre entre Roosevelt et Churchill** sur *l'USS Augusta*, au large de Terre-Neuve, appelée aussi **Conférence de l'Atlantique**.



THE Atlantic Charter

THE President of THE UNITED STATES OF AMERICA and the Prime Minister, Mr. Churchill, representing HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM, being met together, deem it right to make known certain common principles in the national policies of their respective countries on which they base their hopes for a better future for the world.

1. *Their countries seek no aggrandizement, territorial or other.*

2. *They desire to see no territorial changes that do not accord with the freely expressed wishes of the peoples concerned.*

3. *They respect the right of all peoples to choose the form of government under which they will live; and they wish to see sovereign rights and self-government restored to those who have been forcibly deprived of them.*

4. *They will endeavor, with due respect for their existing obligations, to further the enjoyment by all States, great or small, victor or vanquished, of access, on equal terms, to the trade and to the raw materials of the world which are needed for their economic prosperity.*

5. *They desire to bring about the fullest collaboration between all nations in the economic field with the object of securing, for all, improved labor standards, economic advancement and social security.*

6. *After the final destruction of the Nazi tyranny, they hope to see established a peace which will afford to all nations the means of dwelling*

in safety within their own boundaries, and which will afford assurance that all the men in all the lands may live out their lives in freedom from fear and want.

7. *Such a peace should enable all men to traverse the high seas and oceans without hindrance.*

8. *They believe that all of the nations of the world, for realistic as well as spiritual reasons, must come to the abandonment of the use of force. Since no future peace can be maintained if land, sea or air armaments continue to be employed by nations which threaten, or may threaten, aggression outside of their frontiers, they believe, pending the establishment of a wider and permanent system of general security, that the disarmament of such nations is essential. They will likewise aid and encourage all other practicable measures which will lighten for peace-loving peoples the crushing burden of armaments.*

FRANKLIN D. ROOSEVELT

WINSTON S. CHURCHILL

August 14, 1941

La charte de l'Atlantique (août 1941)

"Le président des Etats-Unis et le Premier ministre, M. Churchill, représentant du gouvernement de Sa Majesté, s'étant rencontrés, estiment devoir faire connaître certains principes communs de la politique nationale de leurs pays respectifs sur lesquels ils fondent leurs espoirs d'un avenir meilleur pour le monde :

1. Leurs pays ne recherchent aucun agrandissement territorial ou autre ;
2. Ils ne désirent voir aucun changement territorial qui ne soit conforme à la volonté librement exprimée des peuples intéressés ;
3. Ils respectent le droit de tous les peuples de choisir la forme de gouvernement sous laquelle ils veulent vivre ; ils souhaitent voir rétablir les droits souverains et le gouvernement autonome des nations qui en ont été dépouillées par la force ;
4. **Ils s'efforceront, avec tout le respect dû à leurs obligations existantes, de favoriser l'accès de tous les Etats, petits ou grands, vainqueurs ou vaincus, et sur le pied de l'égalité des droits, au commerce et aux matières premières du monde nécessaires à leur prospérité ;**
5. **Ils souhaitent établir la collaboration la plus complète entre toutes les nations dans le domaine économique, afin d'assurer à toutes la sécurité en matière sociale ;**
6. Après la destruction finale de la tyrannie nazie, **ils espèrent voir rétablir une paix** qui fournira à toutes les nations les moyens de vivre en sécurité dans leurs propres frontières et qui apportera **aux habitants de tous les pays l'assurance de pouvoir vivre à l'abri de la crainte et du besoin ;**
7. **Une telle paix devra permettre à tous les hommes de franchir les mers et les océans sans encombre ;**
8. Ils croient que toutes les nations du monde, pour des raisons réalistes aussi bien que spirituelles, devront en venir à renoncer à l'emploi de la force, étant donné qu'il ne pourra pas y avoir de **paix durable** si des armements continuent d'être utilisés sur terre, sur mer et dans les airs par des nations qui menacent ou peuvent menacer de se livrer à des agressions au-delà de leurs frontières.
9. Ils sont convaincus que, en attendant **l'établissement d'un système plus vaste et permanent de sécurité générale**, le désarmement de telles nations est essentiel. Dans les mêmes intentions, ils aideront et encourageront toutes autres mesures pratiques susceptibles d'alléger, pour les **peuples épris de paix**, le fardeau écrasant des armements."

Franklin D. Roosevelt, Winston S. Churchill, 14 août 1941.

La charte de l'Atlantique (août 1941)

"Le président des Etats-Unis et le Premier ministre, M. Churchill, représentant du gouvernement de Sa Majesté, s'étant rencontrés, estiment devoir faire connaître certains principes communs de la politique nationale de leurs pays respectifs sur lesquels ils fondent leurs espoirs d'un avenir meilleur pour le monde :

1. Leurs pays ne recherchent aucun agrandissement territorial ou autre ;
2. Ils ne désirent voir aucun changement territorial qui ne soit conforme à la volonté librement exprimée des peuples intéressés ;
3. Ils respectent le droit de tous les peuples de choisir la forme de gouvernement sous laquelle ils veulent vivre ; ils souhaitent voir rétablir les droits souverains et le gouvernement autonome des nations qui en ont été dépouillées par la force ;
4. **Ils s'efforceront, avec tout le respect dû à leurs obligations existantes, de favoriser l'accès de tous les Etats, petits ou grands, vainqueurs ou vaincus, et sur le pied de l'égalité des droits, au commerce et aux matières premières du monde nécessaires à leur prospérité ;**
5. **Ils souhaitent établir la collaboration la plus complète entre toutes les nations dans le domaine économique, afin d'assurer à toutes la sécurité en matière sociale ;**
6. Après la destruction finale de la tyrannie nazie, **ils espèrent voir rétablir une paix** qui fournira à toutes les nations les moyens de vivre en sécurité dans leurs propres frontières et qui apportera **aux habitants de tous les pays l'assurance de pouvoir vivre à l'abri de la crainte et du besoin ;**
7. **Une telle paix devra permettre à tous les hommes de franchir les mers et les océans sans encombre ;**
8. Ils croient que toutes les nations du monde, pour des raisons réalistes aussi bien que spirituelles, devront en venir à renoncer à l'emploi de la force, étant donné qu'il ne pourra pas y avoir de **paix durable** si des armements continuent d'être utilisés sur terre, sur mer et dans les airs par des nations qui menacent ou peuvent menacer de se livrer à des agressions au-delà de leurs frontières.
9. Ils sont convaincus que, en attendant **l'établissement d'un système plus vaste et permanent de sécurité générale**, le désarmement de telles nations est essentiel. Dans les mêmes intentions, ils aideront et encourageront toutes autres mesures pratiques susceptibles d'alléger, pour les **peuples épris de paix**, le fardeau écrasant des armements."

Franklin D. Roosevelt, Winston S. Churchill, 14 août 1941.



ETATS-UNIS

NEW HAMPSHIRE

BRETTON WOODS

ina.fr

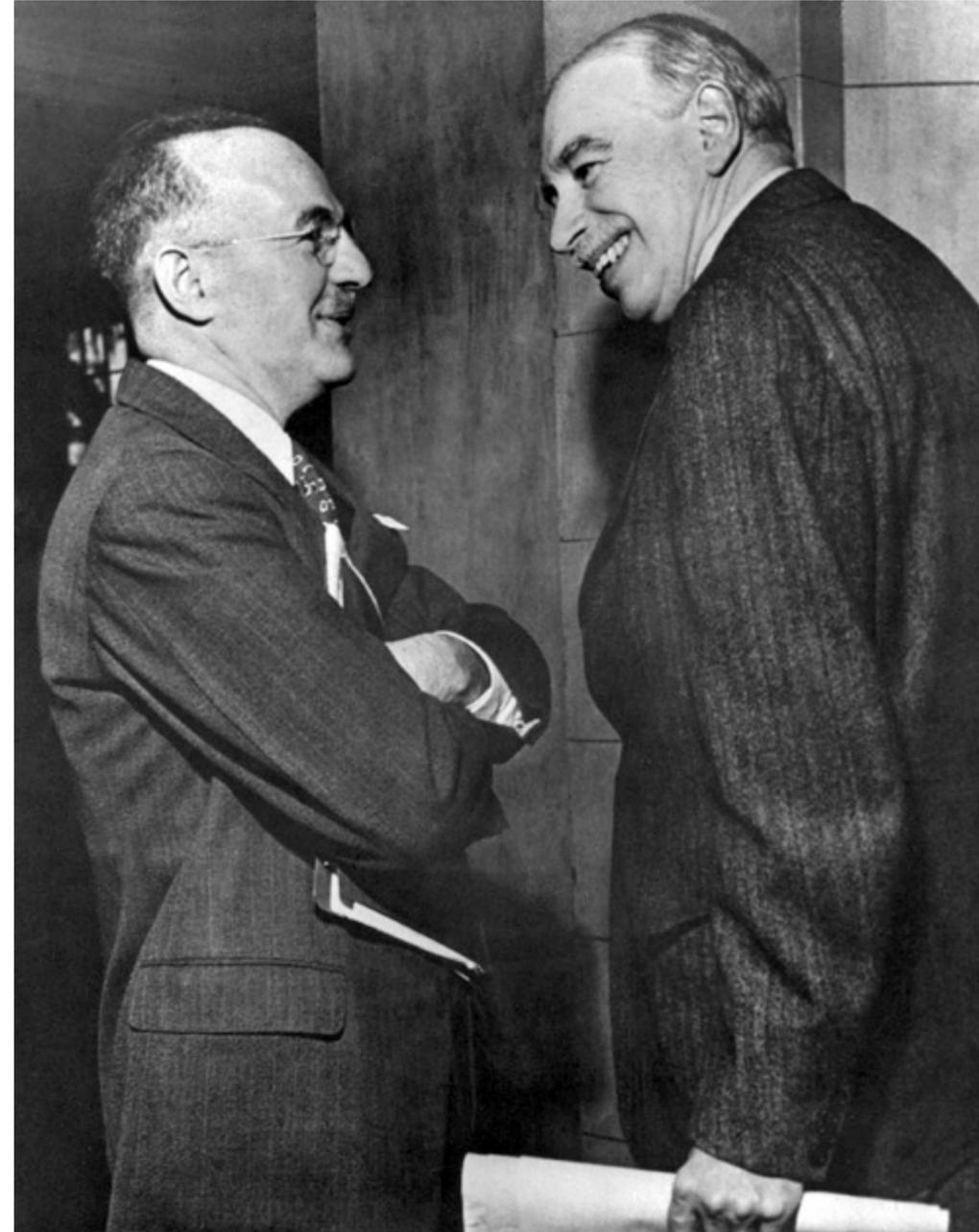
Bretton Woods. Discours d'ouverture par Henry Morgenthau, le Secrétaire au trésor des EU



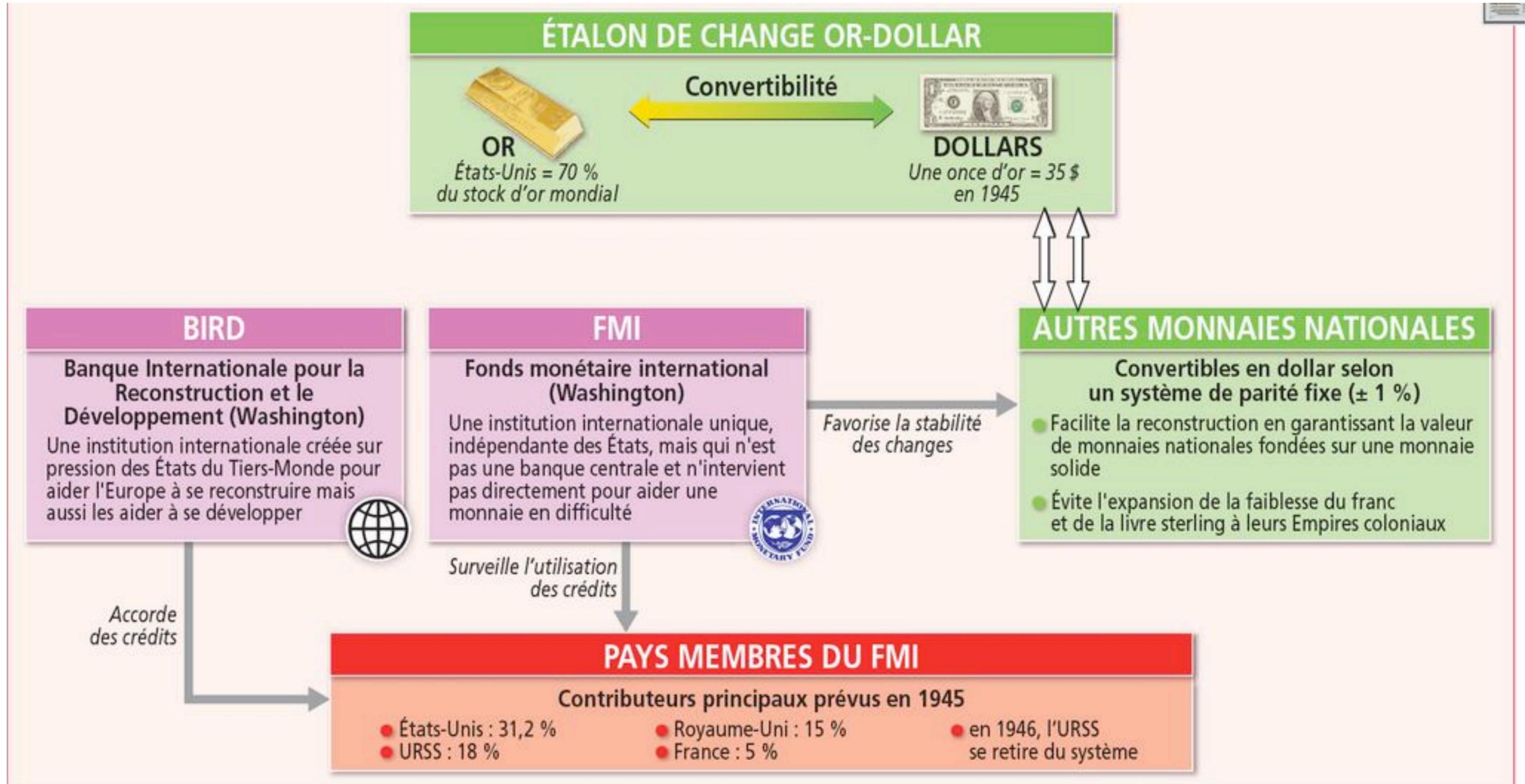
Keynes et le représentant soviétique



Deux projets s'affrontent : celui de John Maynard **Keynes**, représentant le Royaume-Uni, et celui de Harry Dexter **White**, assistant au secrétaire au Trésor des États-Unis.

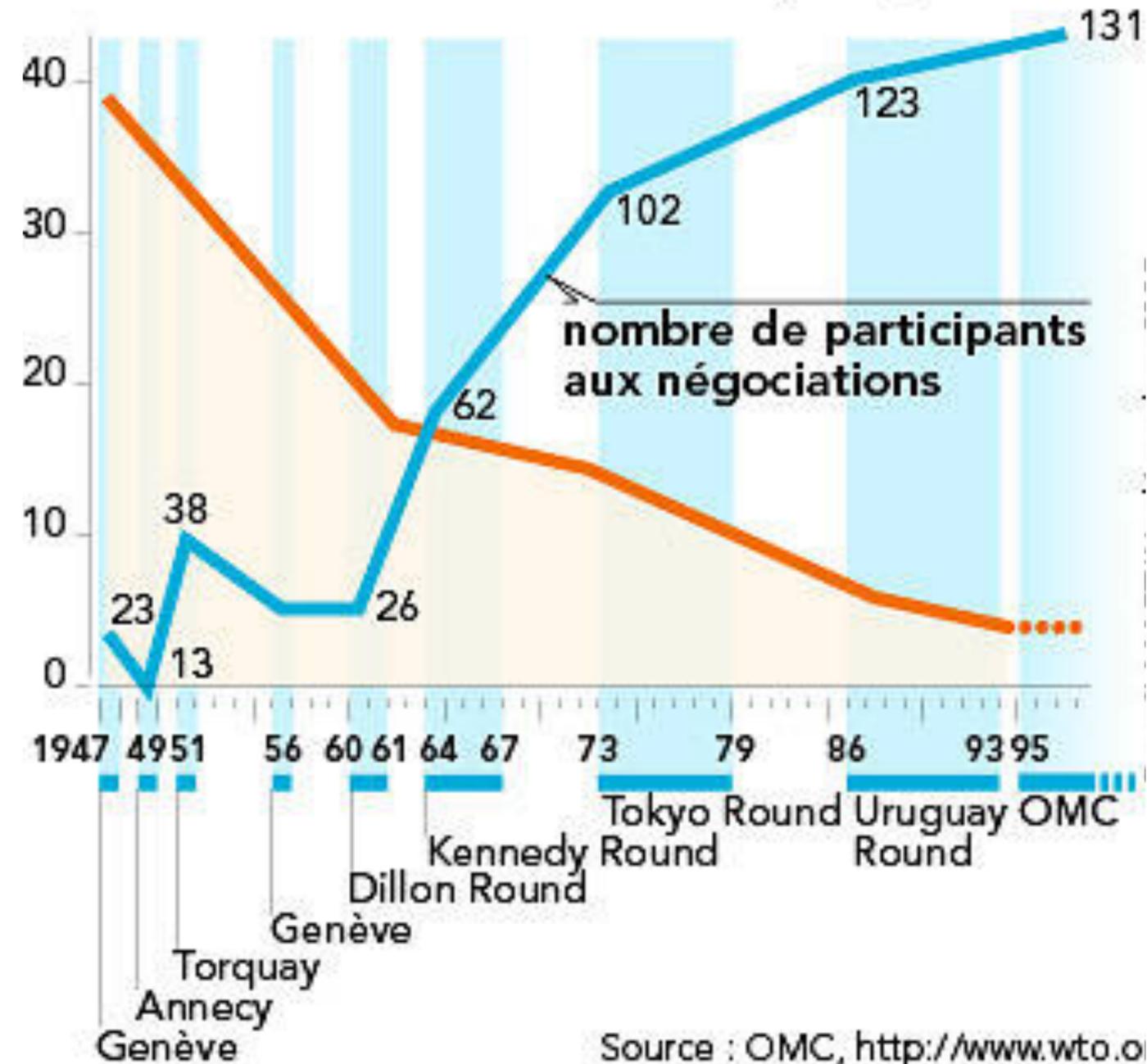


le système monétaire international défini à Bretton Woods



Du GATT à l'OMC, 1947-1995

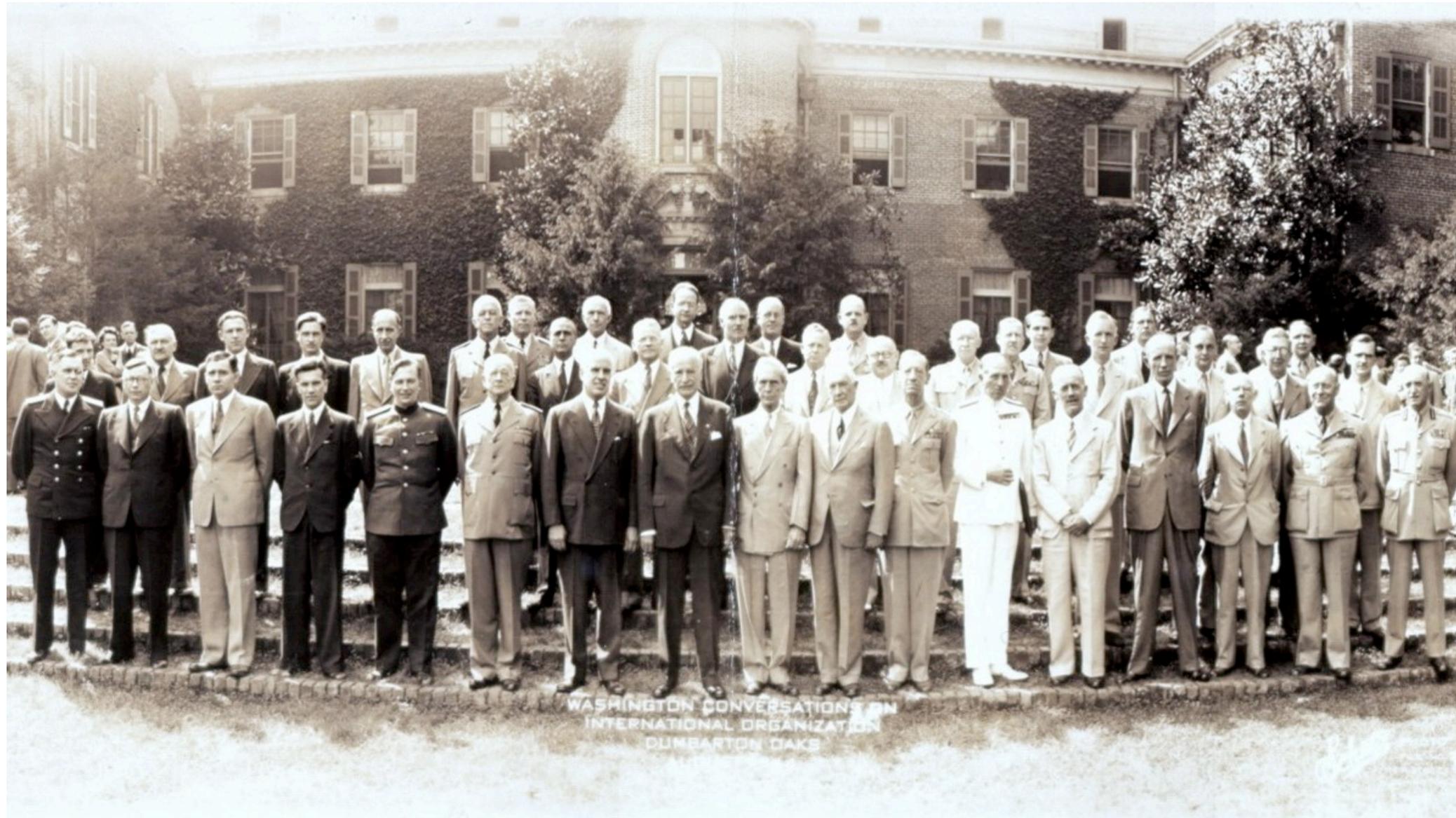
Protection tarifaire aux frontières (en %)



B. La reconstruction diplomatique et juridique

- 1) Genèse et mise en place de l'ONU**
- 2) Fonctionnement de l'ONU**
- 3) Les grands procès**

Conférence de Dumbarton Oaks, août à octobre 1944.



La Charte des Nations Unies est signée par une délégation lors d'une cérémonie organisée au *War Memorial Building* de San Francisco, le 26 Juin 1945.





**COUR
INTERNATIONALE
DE JUSTICE**

**CONSEIL
ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**
– UNESCO
– UNICEF
– FAO
– etc.

**SECRETARIAT
GÉNÉRAL**
1 Secrétaire général
(élu pour 5 ans,
rééligible)

propose

décide

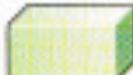
**CONSEIL DE
SÉCURITÉ**
5 membres permanents
avec droit de veto
(États-Unis, URSS, France,
Royaume-Uni, Chine)
6 puis 10 membres
non permanents
(élus pour 2 ans)

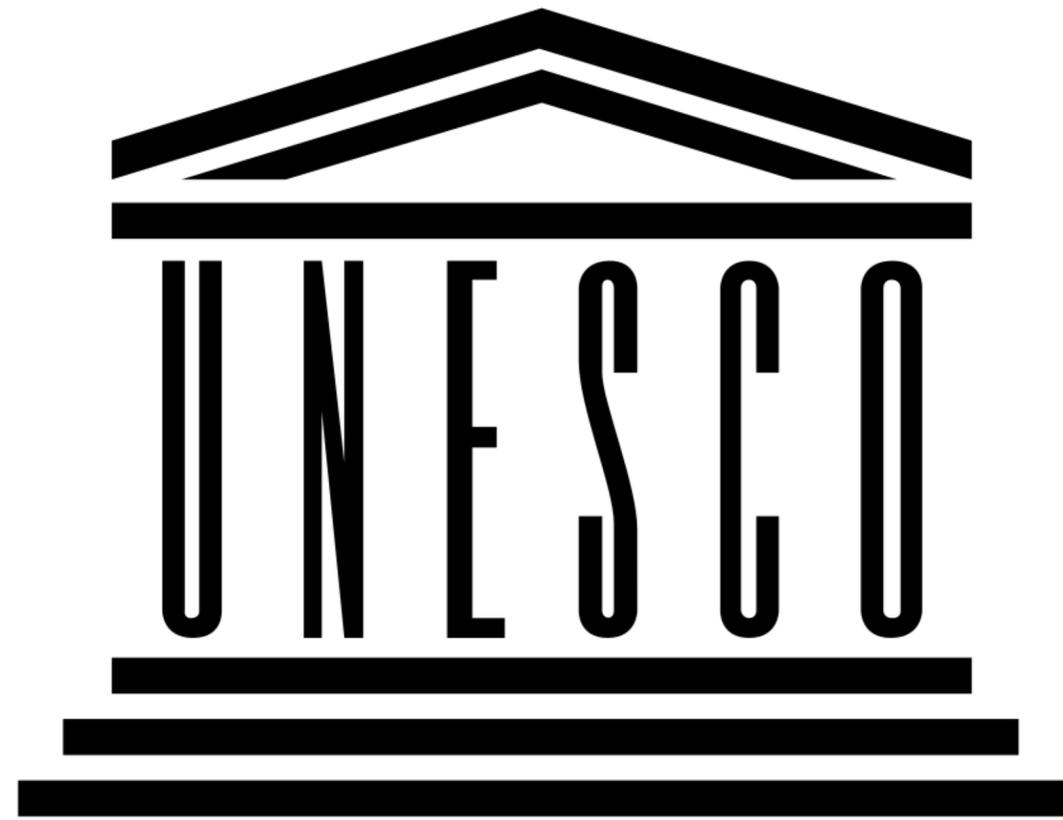
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**
1 État = 1 voix
1 session ordinaire annuelle

élit

élit

ÉTATS

-  Délibération
-  Décision
-  Organes spécialisés



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Siège de l'UNESCO, Paris, 7e arr., 1958.



Les procès de Nuremberg (1945-1946)



1. Le maréchal Göring, chef de la Luftwaffe (armée de l'Air).
2. Rudolf Hess, chef du commandement suprême de la Wehrmacht
3. Joachim von Ribbentrop, diplomate allemand.
4. Le maréchal Keitel.
5. Les amiraux Dönitz et Raeder, chefs de la marine allemande.
6. Baldur von Schirach, chef des Jeunesses hitlériennes.
7. Fritz Sauckel, chargé des réquisitions de main-d'oeuvre en Europe.
8. Alfred Jodl, chef d'état-major de la Wehrmacht.



La résistante Marie-Claude Vaillant-Couturier témoigne devant le tribunal de Nuremberg en janvier 1946. Arrêtée en 1942 par la police française, elle a été livrée à la Gestapo et déportée à Auschwitz.

Mme Vaillant-Couturier. – Je suis partie pour Auschwitz le 23 janvier et arrivée le 27 [...]. Le travail à Auschwitz consistait en déblaiements de maisons démolies, constructions de routes et surtout assainissement des marais. [...] Durant tout le travail, les SS hommes et femmes qui nous surveillaient nous battaient à coups de gourdins et lançaient sur nous leurs chiens. Nombreuses sont les camarades qui ont eu les jambes déchirées par les chiens [...]. Du reste, même de faire la queue devant l'infirmierie était dangereux car, lorsque cette queue était trop grande, le SS passait, ramassait toutes les femmes qui attendaient et les conduisait directement au bloc 25.

M. Dubost. – C'est-à-dire à la chambre à gaz ?

Mme Vaillant-Couturier. – C'est-à-dire à la chambre à gaz.

Extrait des dépositions faites au tribunal de Nuremberg, 1946

Raphaël Lemkin, polonais puis américain, juif réfugié aux Etats-Unis, a travaillé pour la SDN puis pour l'ONU.
Forge le concept de **génocide**.



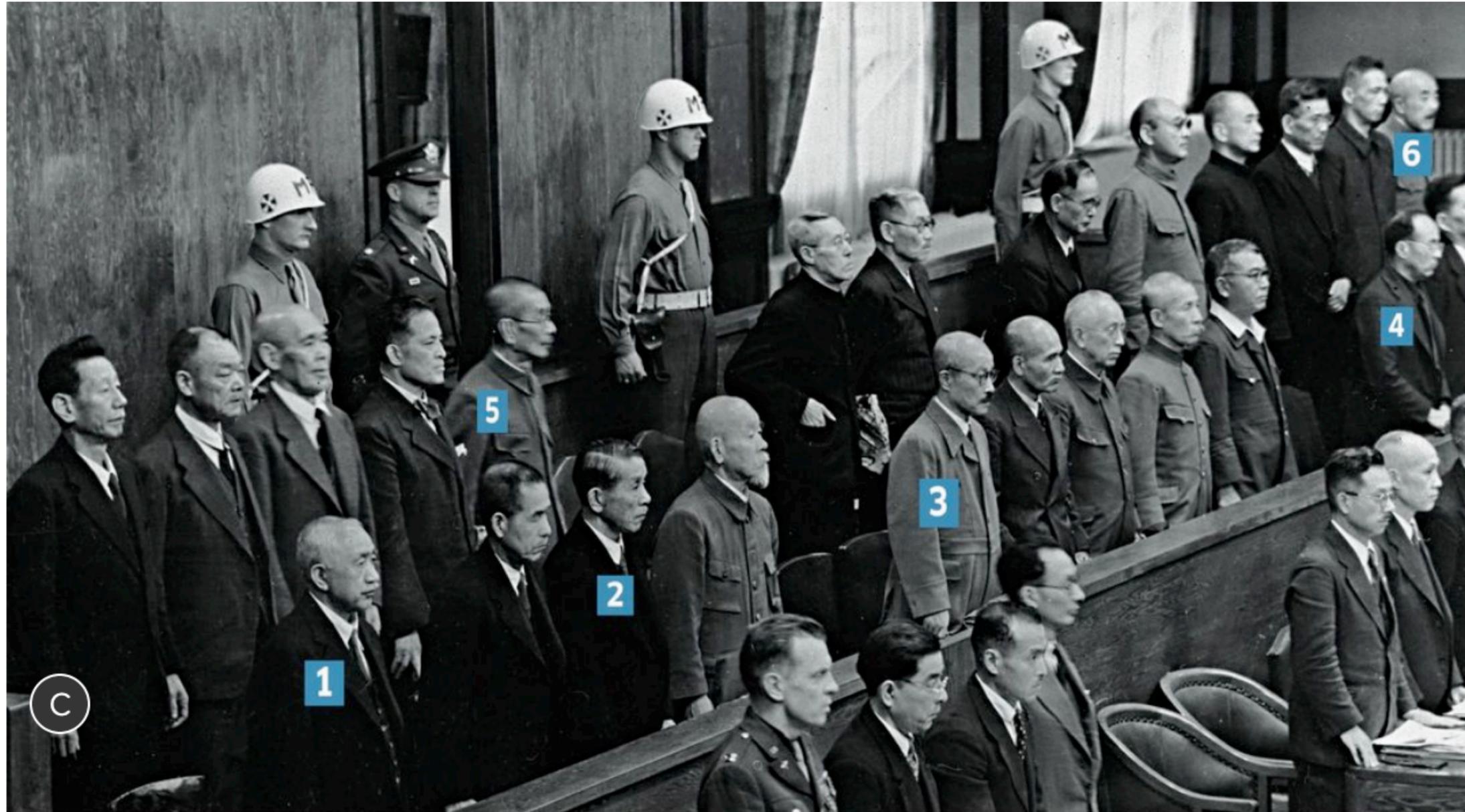
→ **Crime contre l'humanité** : défini à Nuremberg comme « *l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation et tout autre acte inhumain commis contre toutes les populations civiles, avant ou pendant la guerre, ou bien les persécutions pour des motifs politiques, raciaux ou religieux* »

Depuis : les crimes contre l'humanité recouvrent des **violations graves et caractérisées des Droits de l'homme**. Pour qu'un acte soit qualifié de crime contre l'humanité, il doit avoir été commis sur une **grande échelle** ou **d'une manière systématique**.

→ **Génocide** : il peut être considéré comme une **catégorie de crime contre l'humanité** (tous les crimes contre l'humanité ne sont pas des génocides), en ce qu'il **vise un groupe précis, ciblé** (crime contre l'humanité : attaque généralisée ou systématique). C'est le cas en droit français.

L'article 211-1 du code pénal français définit ainsi le crime de génocide : « *Constitue un génocide le fait, en exécution d'un plan concerté tendant à la destruction totale ou partielle d'un groupe national, ethnique, racial ou religieux, ou d'un groupe déterminé à partir de tout autre critère arbitraire, de commettre ou de faire commettre, à l'encontre de membres de ce groupe, l'un des actes suivants : atteinte volontaire à la vie ; atteinte grave à l'intégrité physique ou psychique ; soumission à des conditions d'existence de nature à entraîner la destruction totale ou partielle du groupe ; mesures visant à entraver les naissances ; transfert forcé d'enfants.* »

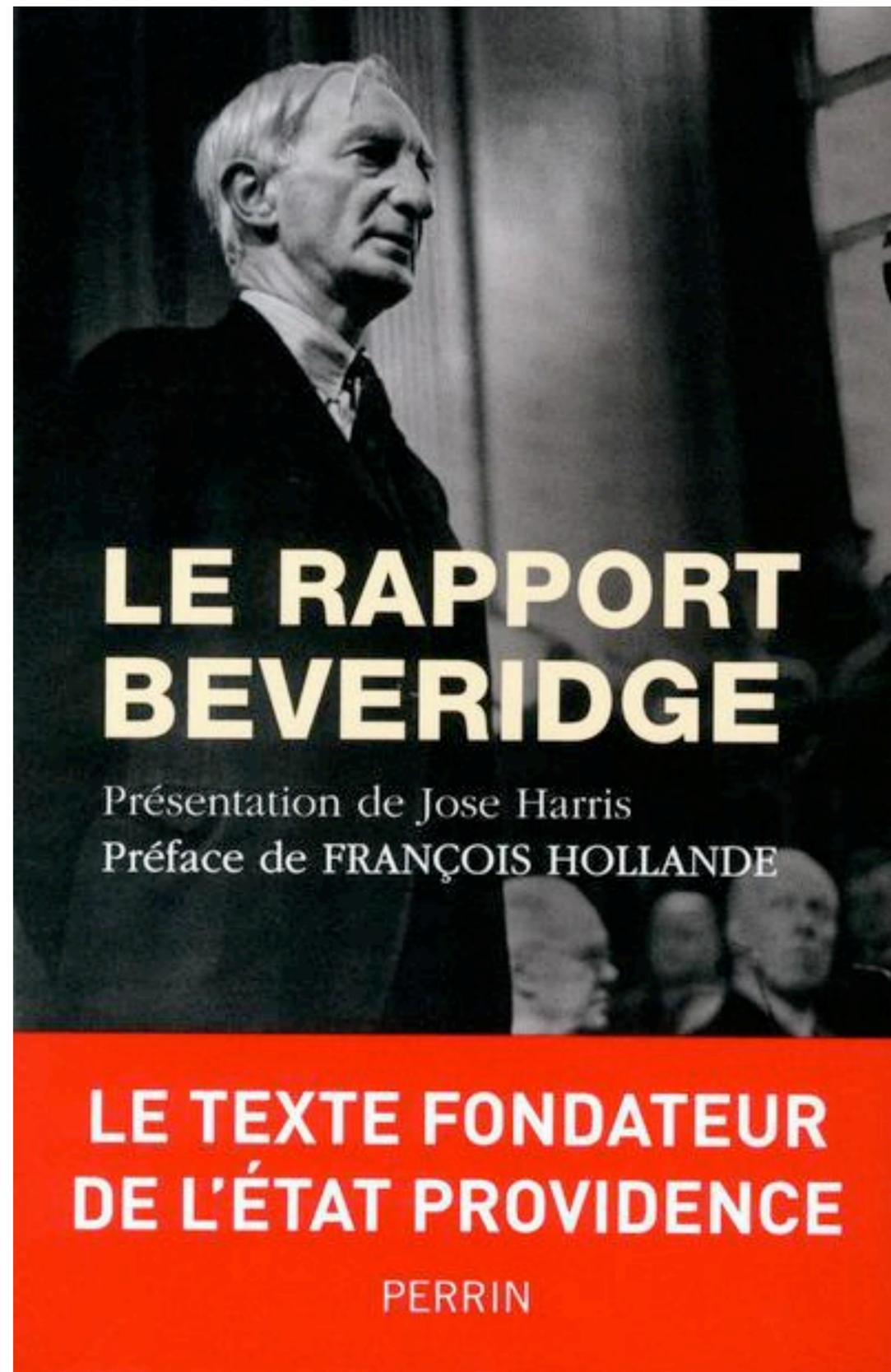
Les procès de Tokyo, 1946-1948



Kenji Doihara 1, général en chef de l'armée japonaise en Mandchourie, Koki Hirota, 2, Premier ministre lors des massacres de Nankin, Hideki Tōjō 3, Premier ministre, Akira Mutō, 4, général de l'armée de Mandchourie, puis général en chef des troupes japonaises en Indonésie, Iwane Matsui 5, général qui commandait les troupes à Nankin, Seishirō Itagaki 6, ex-ministre de la Guerre et chef d'état-major de l'armée de Mandchourie.

C. Au Royaume-Uni et en France, des réformes structurelles de grande ampleur

État-providence : forme d'État qui promeut une plus grande justice sociale par la protection contre le chômage, la maladie, la vieillesse. Cette protection est financée par des cotisations sociales (ouvrières et patronales).



1942

- une protection « du berceau au cercueil »
- « libérer la société du besoin et du risque »
- **Règle des 3U** : Universalité (système s'applique à l'ensemble de la population britannique), Uniformité (les prestations sont les mêmes pour tous), Unité (système très centralisé, qui couvre tous les risques, géré par un service public totalement contrôlé par l'État et financé par l'impôt).

Georges Bidault, président du CNR après Jean Moulin



Georges Bidault

Programme du CNR (Conseil national de la Résistance), extraits (1944)

Les représentants des organisations de Résistance, des centrales syndicales et des partis ou tendances politiques groupés au sein du CNR délibérant en assemblée plénière le 15 mars 1944, ont-ils décidé de s'unir sur le programme suivant, qui comporte à la fois un plan d'action immédiate contre l'opresseur et les mesures destinées à instaurer, dès la libération du territoire, un ordre social plus juste. [...]

II- MESURES À APPLIQUER DÈS LA LIBÉRATION DU TERRITOIRE

Unis quant au but à atteindre, unis quant aux moyens à mettre en œuvre pour atteindre ce but qui est la libération du territoire, les représentants des mouvements, groupements, partis et tendances politiques groupés au sein du CNR. proclament qu'ils sont décidés à rester unis après la libération :

[...]

4) Afin d'assurer :

- l'établissement de la démocratie la plus large en rendant la parole au peuple français par le rétablissement du suffrage universel ;
- la pleine liberté de pensée, de conscience et d'expression ;
- la liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de l'État, des puissances d'argent et des influences étrangères ;
- la liberté d'association, de réunion et de manifestation ;
- l'inviolabilité du domicile et le secret de la correspondance ;
- le respect de la personne humaine ;
- l'égalité absolue de tous les citoyens devant la loi ;

5) Afin de promouvoir les réformes indispensables :

a) Sur le plan économique :

- l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale [...] ;
- l'intensification de la production nationale selon les lignes d'un plan arrêté par l'État [...] ;
- **le retour à la nation des grands moyens de production monopolisés, fruits du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurance et des grandes banques ;**

[...]

- le droit d'accès, dans le cadre de l'entreprise, aux fonctions de direction et d'administration, pour les ouvriers possédant les qualifications nécessaires, et la participation des travailleurs à la direction de l'économie.

b) Sur le plan social :

- le droit au travail et le droit au repos [...] ;
- un rajustement important des salaires et la garantie d'un niveau de salaire qui assure à chaque travailleur et à sa famille la sécurité, la dignité et la possibilité d'une vie pleinement humaine ;
- la reconstitution dans ses libertés traditionnelles d'un syndicalisme indépendant [...] ;
- **un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail ;**

[...]

c) Une extension des droits politiques, sociaux et économiques des populations indigènes et coloniales. [...]



FERMONS
LA PORTE
A LA
MISERE

SECURITE
SOCIALE

III. La Grande Alliance mise à l'épreuve

A. Les conférences de Yalta et de Potsdam font perdurer l'esprit de la Grande Alliance

- 1) La conférence de Yalta (4-11 février 1945)
- 2) La conférence de Potsdam (17 juillet- 2 août 1945)

La conférence de Téhéran, 1943



Carte de la libération de l'Europe (1944-1945)

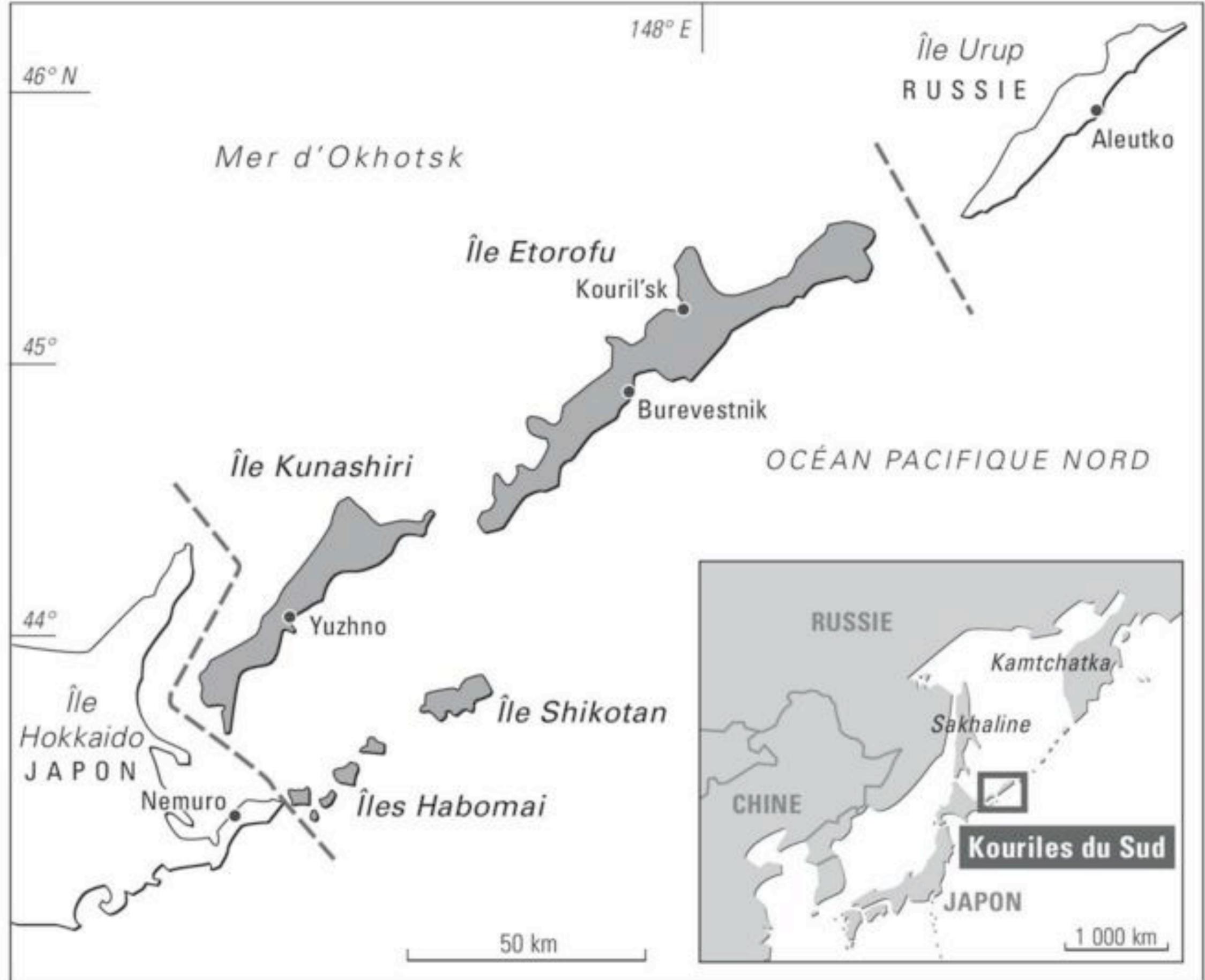


« l'accord des pourcentages », 1944

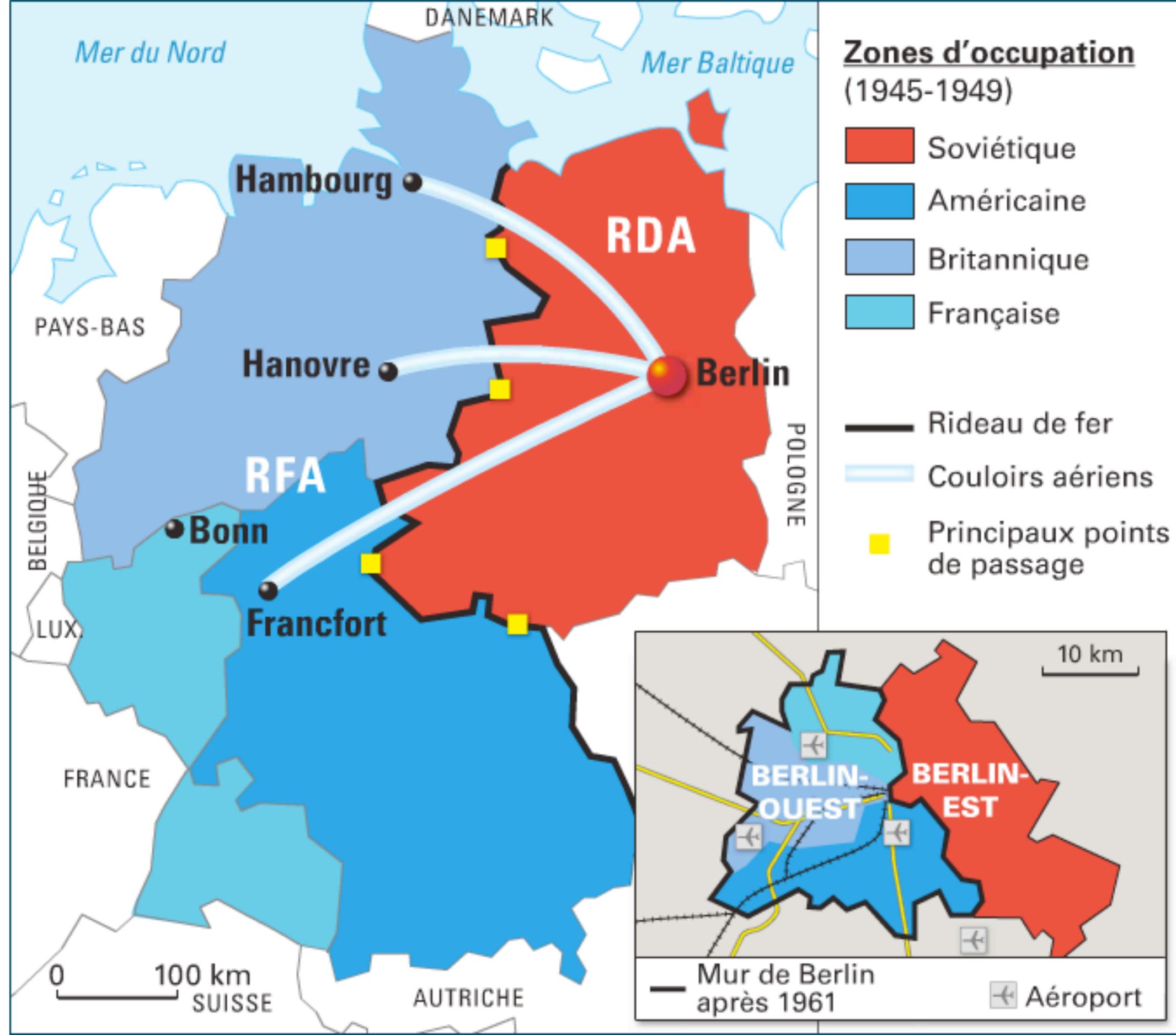
Note written by P. J. during
negotiation with Marshal Stalin at the Kremlin 169
p.m. 1944. Included in Lulworth's translation. (See
the added table)

<u>Romania</u>	Russia 90%	
	The other 10%	✓
Greece & Bulgaria in accord with USA	90%	
The other Russia	10%	✓
Yug. Slavs	50/50	✓
Hungary	50/50	✓
Bulgaria	Russia 75%	
	The other 25%	✓









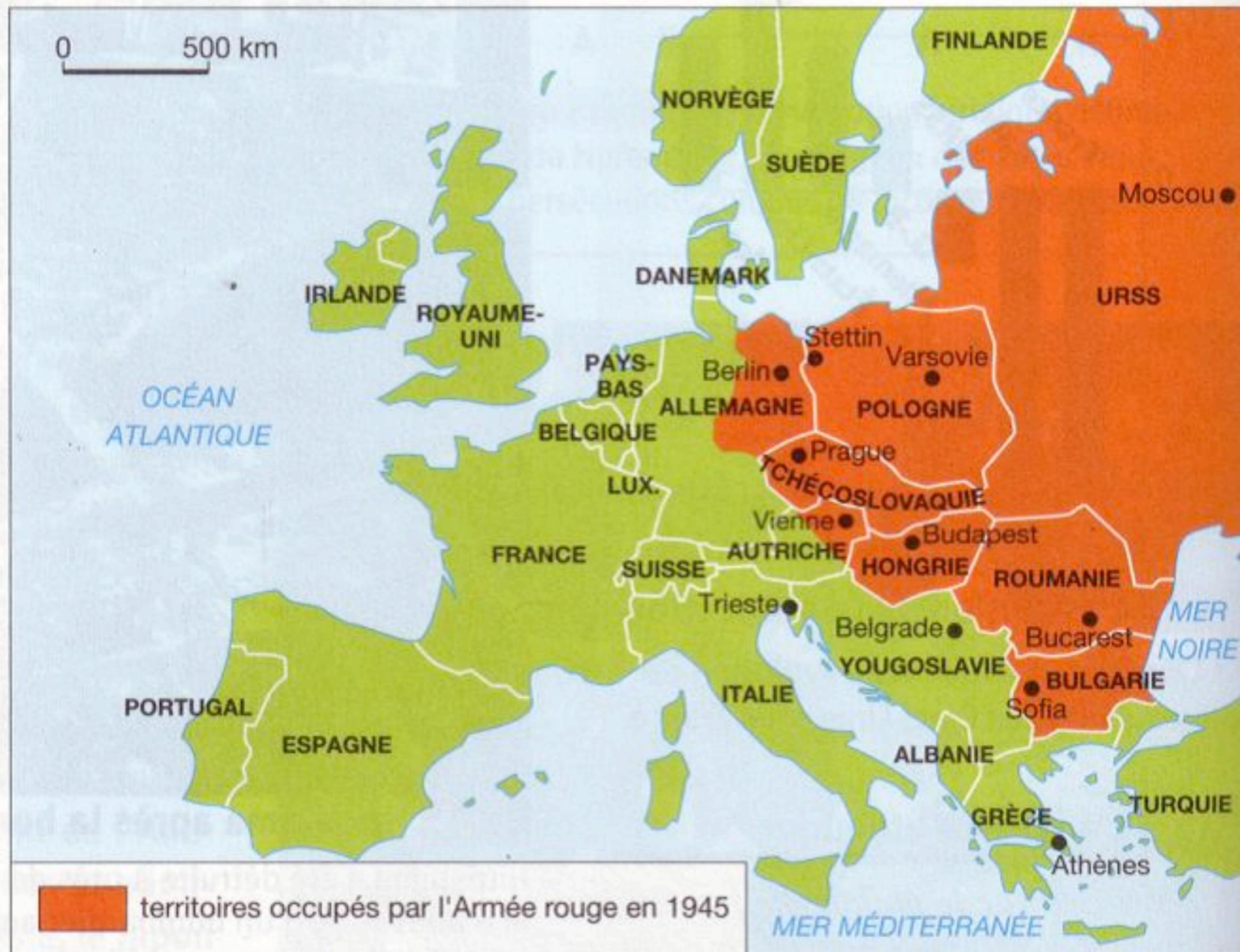
conférence de Potsdam (17 juillet-2 août 1945)





B. Divergences et montées des tensions : la dislocation progressive de la Grande Alliance

- 1) Les perspectives géopolitiques divergentes des deux Grands
- 2) La montée des tensions en 1945-1946
 - a. Des crises multiples : Chine, Corée, Grèce, Iran
 - b. Le dossier allemand
 - c. La question nucléaire
- 3) Une méfiance croissante entre l'Est et l'Ouest



1 Les territoires occupés par l'Armée rouge en 1945

Le maréchal TITO arrive au pouvoir en Yougoslavie en novembre 1945



« Nous sommes sortis de cette guerre la nation la plus puissante du monde, la plus puissante peut-être de toute l'histoire ».

Truman, déclaration radiodiffusée, 9 août 1945.

Occupation de l'Autriche après la Seconde Guerre mondiale



1945-1949 : la seconde guerre civile

Victoire des communistes de Mao Zedong. Tchang Kai-chek s'enfuit vers Taïwan.





Kim Il-Sung

#1

Libération et partition

Été 1945 Conférence de Potsdam : les alliés conviennent que les troupes japonaises situées au Nord du 38e parallèle se rendront aux Soviétiques, celles au Sud se rendront aux Américains.



Septembre 1948 : proclamation de la République Populaire Démocratique de Corée à Pyongyang

Leader : Kim Il-sung



Août 1948 : proclamation de la République de Corée à Séoul

Leader : Syngman Rhee

#2

Échec de la mise en place d'un gouvernement national



1948 Les élections organisées par les organes de l'ONU échouent dans le Nord de la péninsule. Réunis à Pyongyang, les partis de gauche et les anti-américains décident de les boycotter et organisent leur propre scrutin.

Syngman Rhee



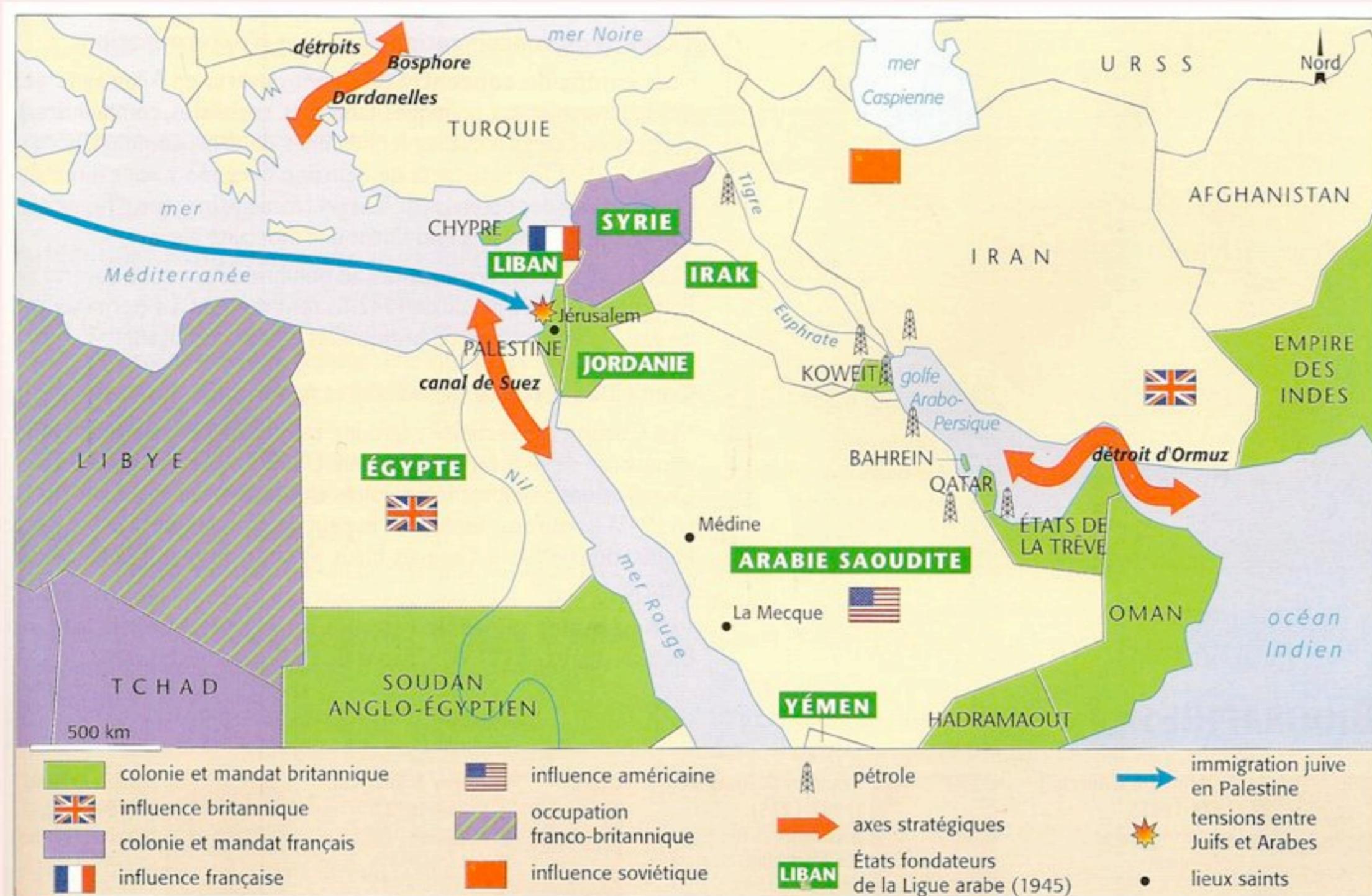
Caricature communiste du retour du Roi Georges II



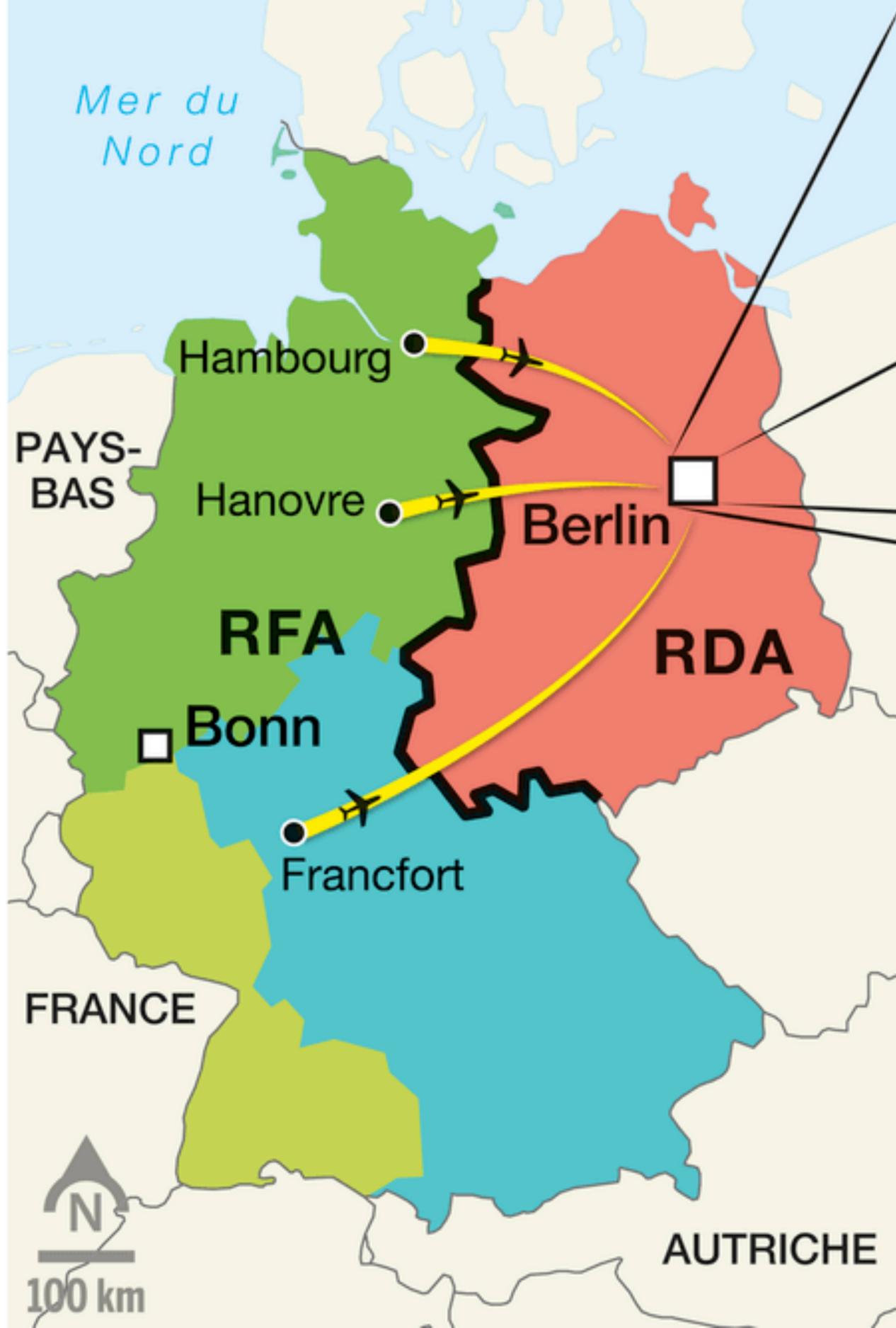
Caricature sur la guerre civile grecque et l'intervention britannique



Carte du Moyen-Orient en 1945





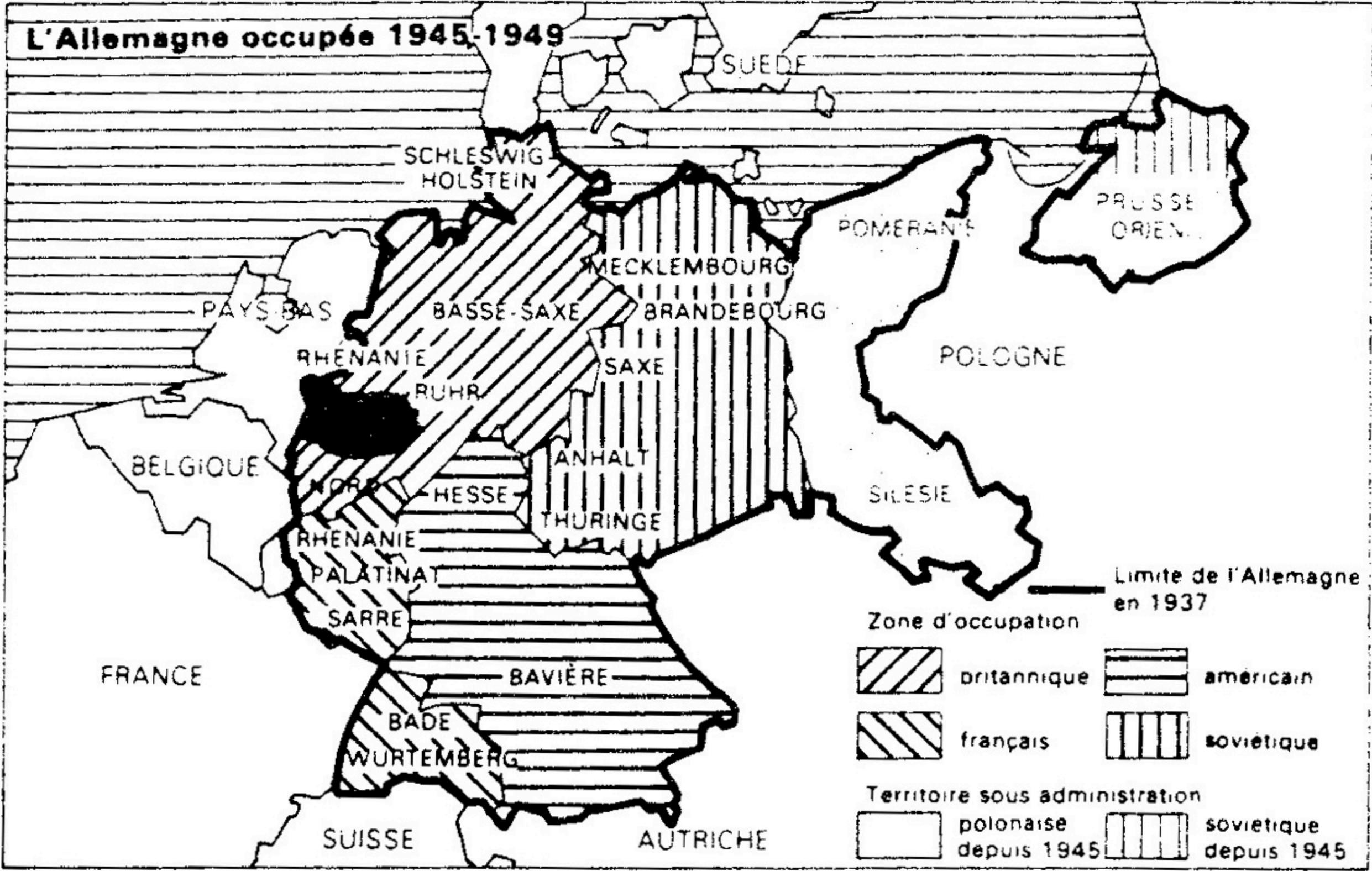


Quatre zones d'occupation

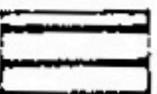
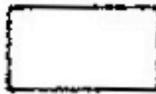
- Américaine
- Britannique
- Française
- Soviétique

- Frontière RFA-RDA (1949-1989)
- Capitales
- Le blocus de Berlin (1948-1949)
- ✈ Le pont aérien (1948-1949)
- Le mur de Berlin (1961-1989)

L'Allemagne occupée 1945-1949



Limite de l'Allemagne en 1937

- Zone d'occupation**
-  britannique
 -  américain
 -  français
 -  soviétique
- Territoire sous administration**
-  polonaise depuis 1945
 -  soviétique depuis 1945

George KENNAN



George M. Elsey

DEPARTMENT OF STATE

INFORMATION

COPY

ACTION MUST BE ENDORSED
ON ACTION COPY

INCOMING TELEGRAM

PR-K
No paraphrase necessary.

1656

Moscow via War

Dated February 5, 1946

Rec'd 4:30 p.m.

~~RESTRICTED~~

ACTION:EUR

INFO:

S

U

G

Secretary of State

A-B

A-C

SA

SA/M

SPA

DC/L

ITP

SPD

FC

OIC

OPI

PL

OCD

DC/R

Washington

353, February 5, 8 p.m.

Revealing and significant analysis has just been complete by Embassy of news and comment (apart from foreign affairs) regarding USA, published in eight chief Moscow dailies during January.

American coverage consisted of approximately 70 items totaling about 280 column inches. Roughly 2/3 of this space was devoted to reconversion difficulties and industrial strife. These materials included large number of reports on strike situation and growing proportions of US unemployment. Impression created was one of universal and justifiable labor unrest with widespread popular support. Editorial comment placed full responsibility upon employer (*) attempting to curtail worker rights and living standards. Press ridiculed statements by US Senators that present labor unrest is Moscow-inspired. In reporting West Virginia mine catastrophes, press quotes DAILY WORKER statement that mine owners and state mine authorities were to blame.

Racial and political discrimination was given 20 inches. One article reported exclusion of negro soldiers from US-bound ships for lack of segregated quarters. Another featured protests against anti-negro discrimination involved in selection of southern city for track meet. Large article on anti-poll tax campaign played up techniques employed by southern states "to deprive negroes of voting rights". Two articles described protests of "progressive organizations" against alleged persecution by House Committee on Un-American Activities.

Portions of President's speech and press conferences dealing with internal affairs received in all about 50

DECLASSIFIED

E.O. 11652, Sec. 3(E) and 5(D) or (E)

Dept. of State letter, Aug. 10, 1972

By MLT, NARS Date 12-11-77

~~RESTRICTED~~

inches. There was no

3 La politique de l'endiguement

En février 1946, George Kennan, numéro deux de l'ambassade américaine à Moscou, envoie un long télégramme à Washington. Il devient l'un des principaux inspirateurs de la diplomatie américaine de la période.

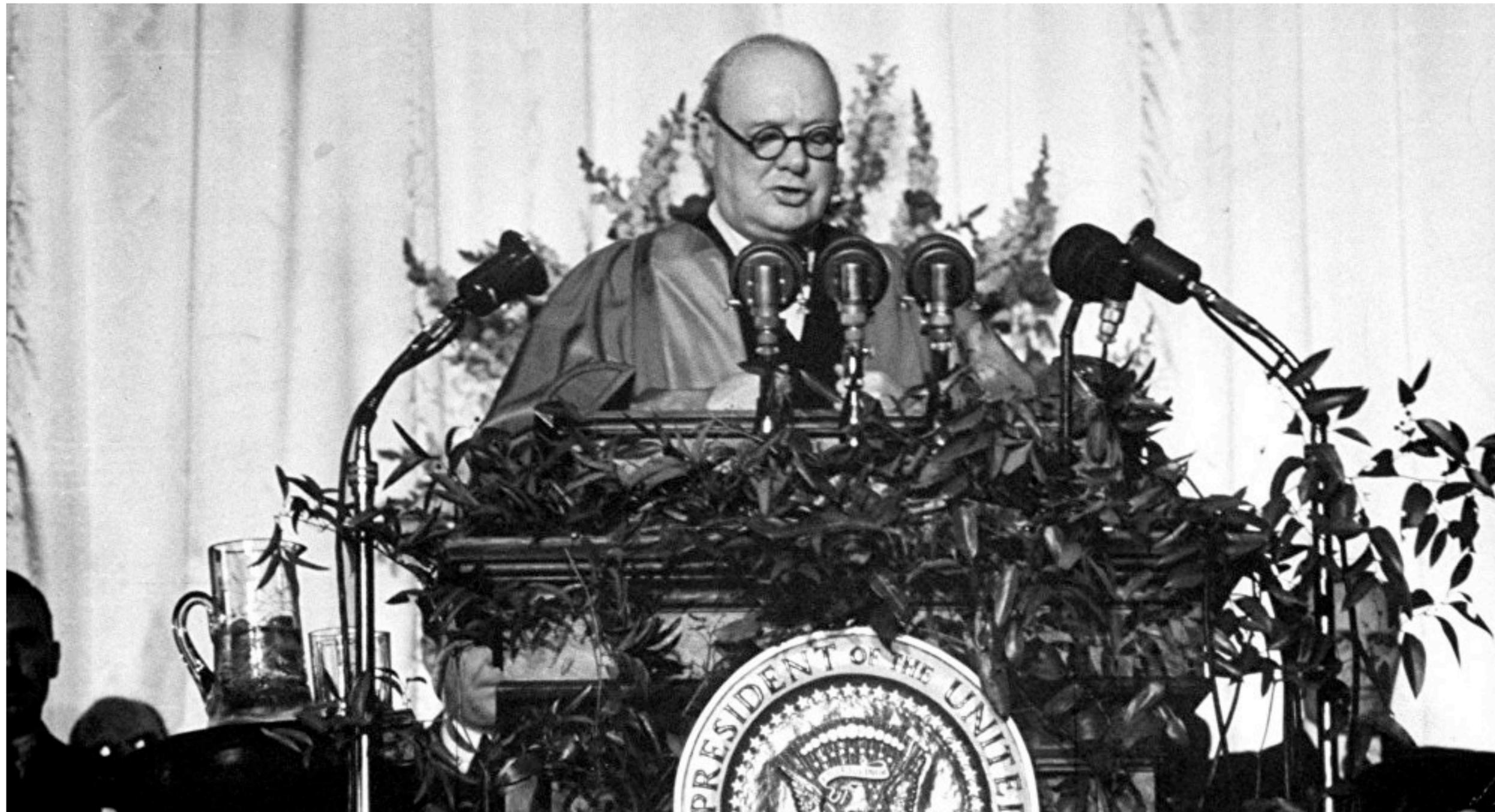
« D'une part, la diplomatie soviétique est [...] prête à céder sur des secteurs isolés du front diplomatique [...]. D'autre part, elle ne se laisse pas aisément vaincre ou décourager par une seule victoire de ses adversaires. [...]

Dans ces circonstances, il est clair que le principal élément de n'importe quelle politique des États-Unis à l'égard de la Russie soviétique doit être de contenir avec patience, fermeté et vigilance ses tendances à l'expansion.

D'après ce qui vient d'être exposé, il apparaît clairement que la pression soviétique contre les libres institutions du monde occidental peut être contenue par l'adroite et vigilante application d'une force contraire sur une série de points géographiques et politiques continuellement changeants, [...] mais qu'il est impossible de nier l'existence de cette pression et de la supprimer par le seul effet des paroles. »

George Kennan, *Télégramme* au secrétariat d'État, 22 février 1946.

Le rideau de fer : discours de Churchill à Fulton (5 mars 1946)

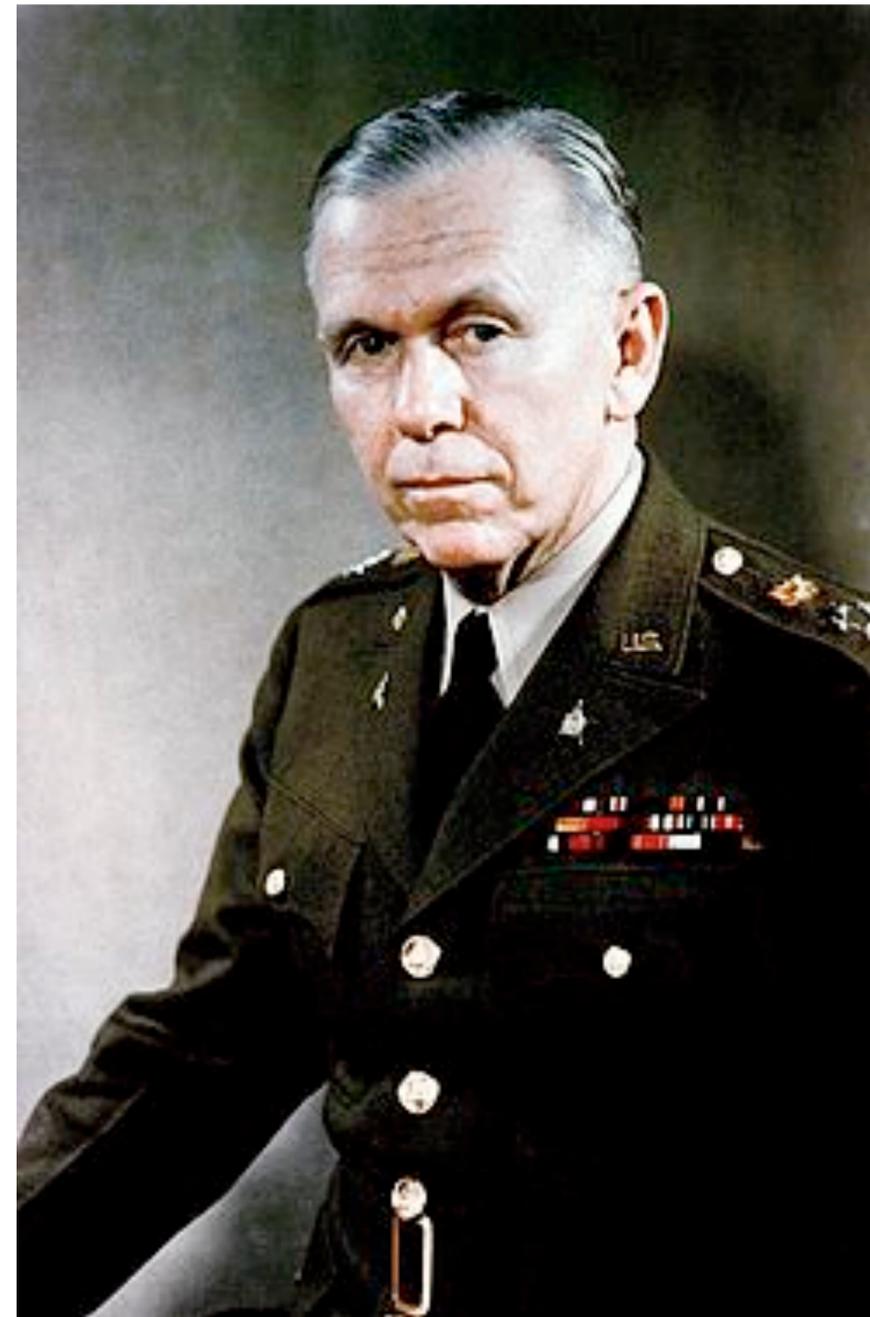


De Stettin, sur la Baltique, à Trieste, sur l'Adriatique, un rideau de fer est descendu à travers le continent. Derrière cette ligne se trouvent les capitales de tous les pays de l'Europe de l'Europe orientale : Varsovie, Prague, Berlin, Vienne¹, Budapest, Belgrade, Bucarest et Sofia. Toutes ces villes célèbres, toutes ces nations se trouvent dans la sphère soviétique, et toutes sont soumises, non seulement à l'influence, mais encore au contrôle très étendu et constamment croissant de Moscou.

Les communistes, qui étaient très faibles dans tous ces pays de l'Est européen, ont été investis de pouvoirs qui ne correspondent nullement à leur importance numérique, et cherchent partout à exercer un contrôle totalitaire. [1. Vienne et l'Autriche sont partagés en 4 zones d'occupation entre les Alliés (1945-55) Les Soviétiques occupent l'est de l'Autriche. En 1955, l'Autriche retrouve sa souveraineté et se déclare neutre.]

Discours de Winston Churchill à l'université de Fulton (Etats-Unis), le 5 mars 1946.

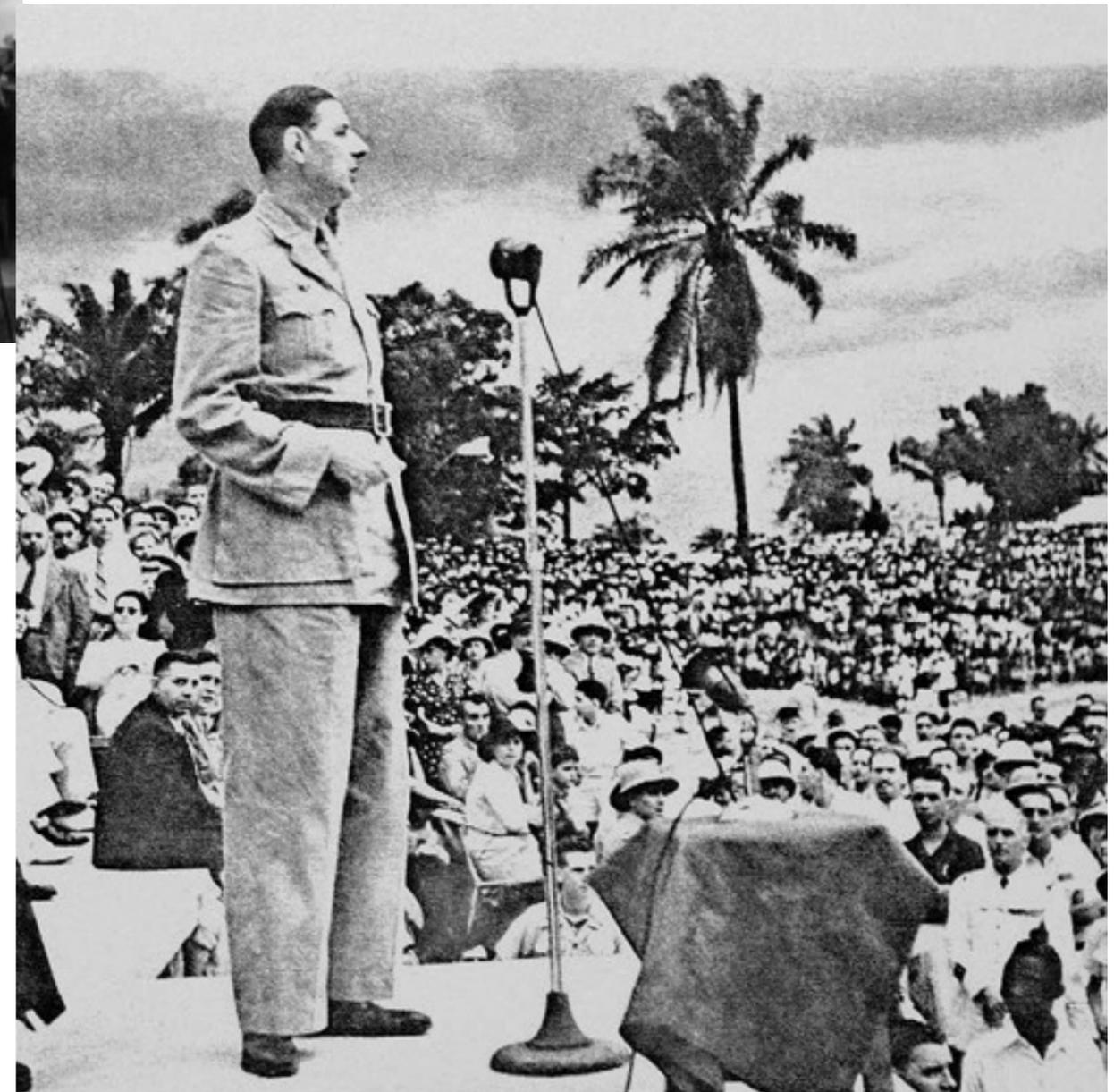
George MARSHALL



C. L'ordre colonial contesté

- 1) En Asie, « Guerre mondiale, Guerre froide et décolonisation sont largement imbriquées » (Pierre Grosser, *L'histoire du monde se fait en Asie*, 2017)
- 2) Au Proche-Orient, la fin des mandats et l'affirmation du panarabisme.
- 3) En Afrique du Nord, la radicalisation des revendications nationalistes

La conférence de Brazzaville (janvier-février 1944)



« Les fins de l'œuvre de civilisation accomplie par la France dans les colonies écartent toute idée d'autonomie, toute possibilité d'évolution hors du bloc français de l'Empire ; la constitution éventuelle, même lointaine, de *self-governments* dans les colonies est à écarter »

Conférence de Brazzaville, 1944.



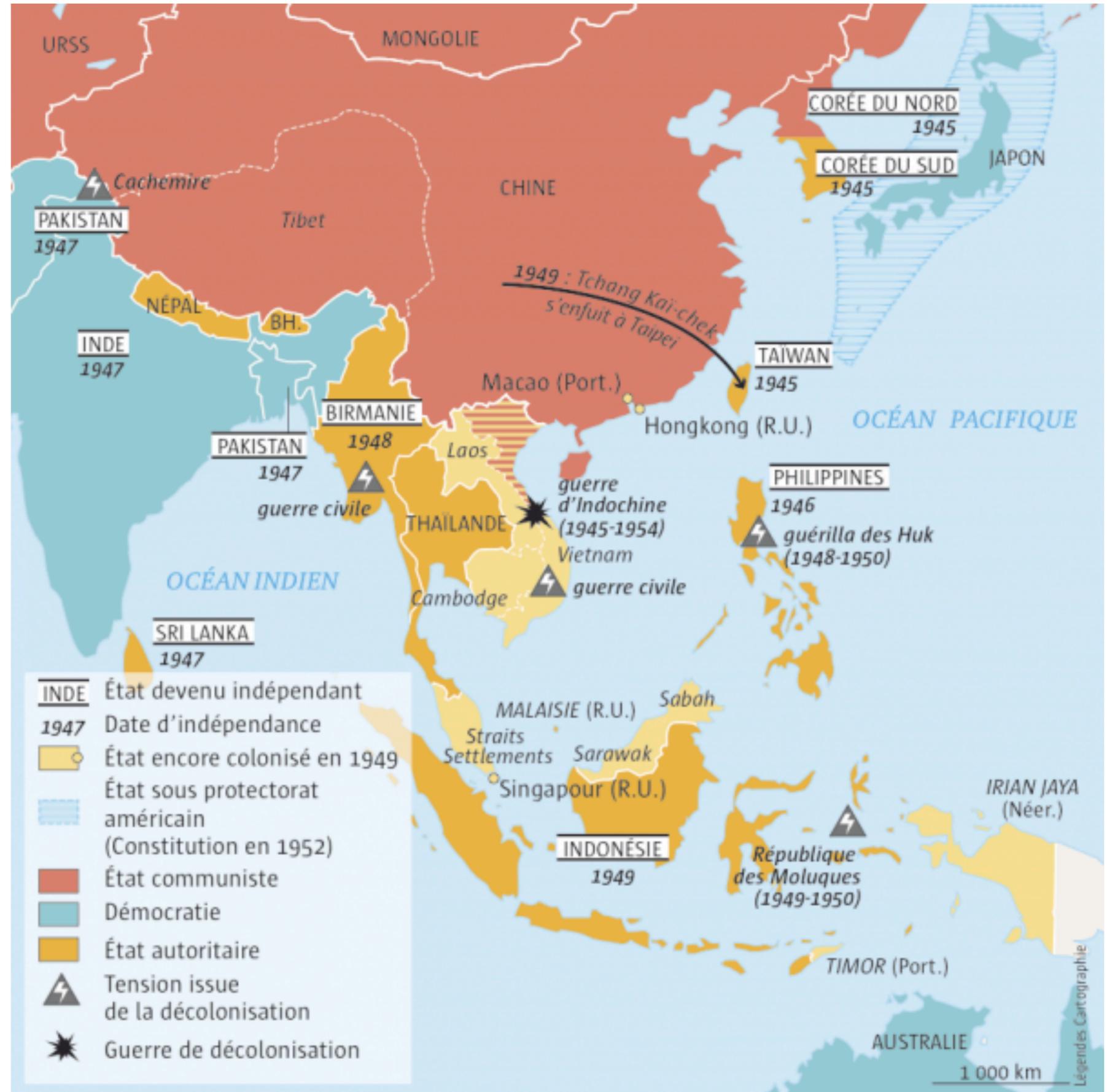
Pierre Grosser

L'histoire du monde se fait en Asie

Une autre vision du XX^e siècle



L'Asie de 1945 à 1954





Soekarno, à la tête du parti nationaliste indonésien, proclame la République indonésienne dont il devient le président (1945).

Hô Chi Minh,
à la tête du **Vietminh (parti nationaliste, indépendantiste et communiste).**



La guerre d'Indochine (1946-1954)



Gandhi naît en Inde britannique et fait des études d'avocat à Londres. Surnommé le Mahatma (« grande âme »), il lutte pour l'indépendance dès l'entre-deux-guerres. Il est emprisonné à plusieurs reprises. Il prône la **désobéissance civile**, c'est-à-dire le refus collectif de se soumettre aux lois jugées injustes.

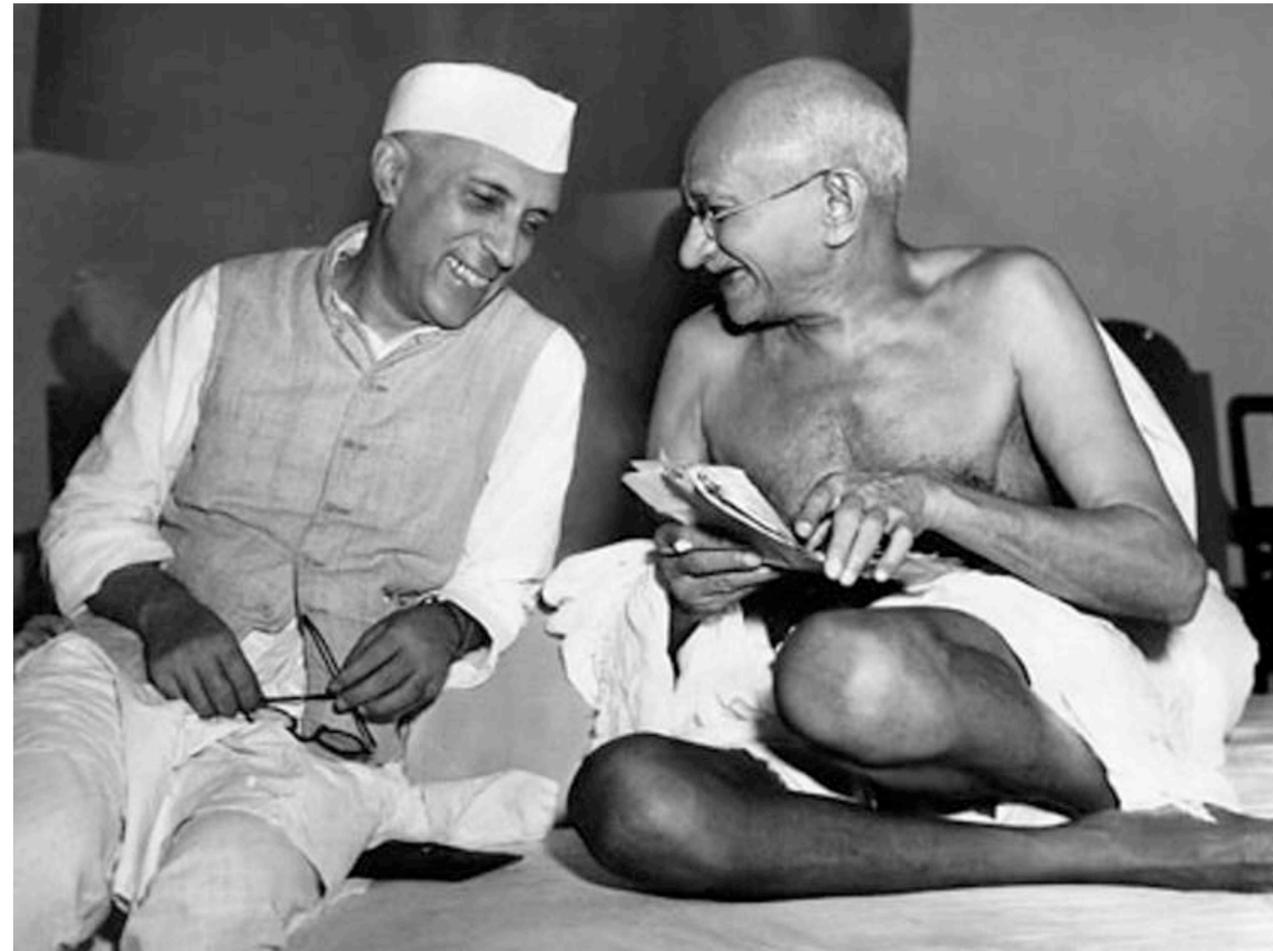
Gandhi fait du **rouet** un symbole de la résistance aux Britanniques. Le tissage de vêtements traditionnels doit remplacer l'importation du textile britannique. Il mène également la « Marche du sel » en 1930.

Promoteur de la **résolution *Quit India* en 1942**, favorable à un État multireligieux, Gandhi s'oppose à la partition entre l'Inde et le Pakistan. Il est assassiné par un extrémiste hindou en 1948.



[Le parti du Congrès] pense que [...] la domination anglaise en Inde doit cesser aussi vite que possible [...]. Dès la déclaration de l'indépendance de l'Inde, un gouvernement provisoire sera formé et l'Inde libre deviendra l'alliée des Nations Unies, partageant avec elles ses entreprises et ses épreuves, dans le combat commun pour la liberté.

Résolution *Quit India*, adoptée par le parti du Congrès (parti indépendantiste indien) à la suite des propositions faites par Gandhi et Nehru, août **1942**.



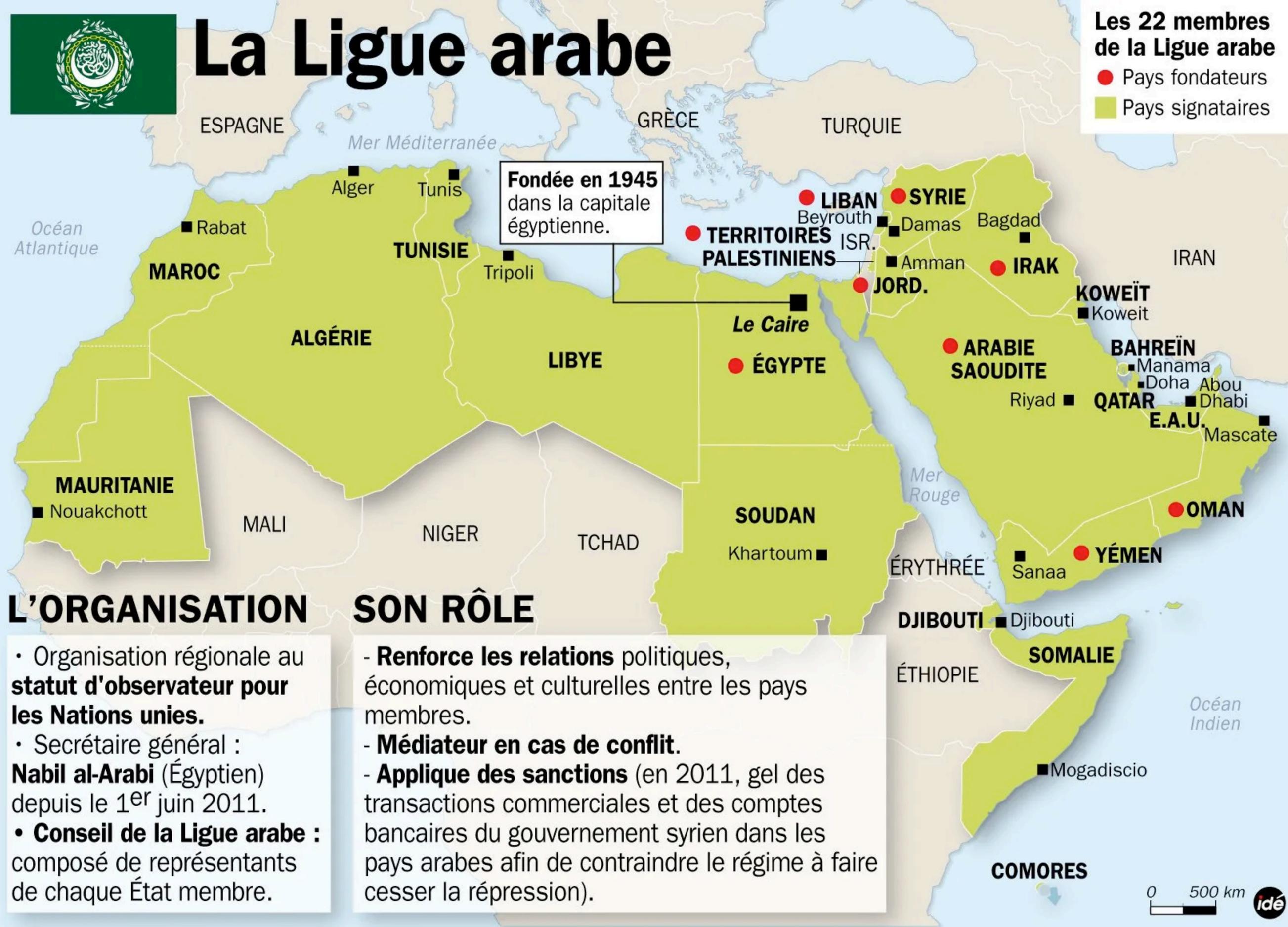


La Ligue arabe

Les 22 membres de la Ligue arabe

● Pays fondateurs

■ Pays signataires



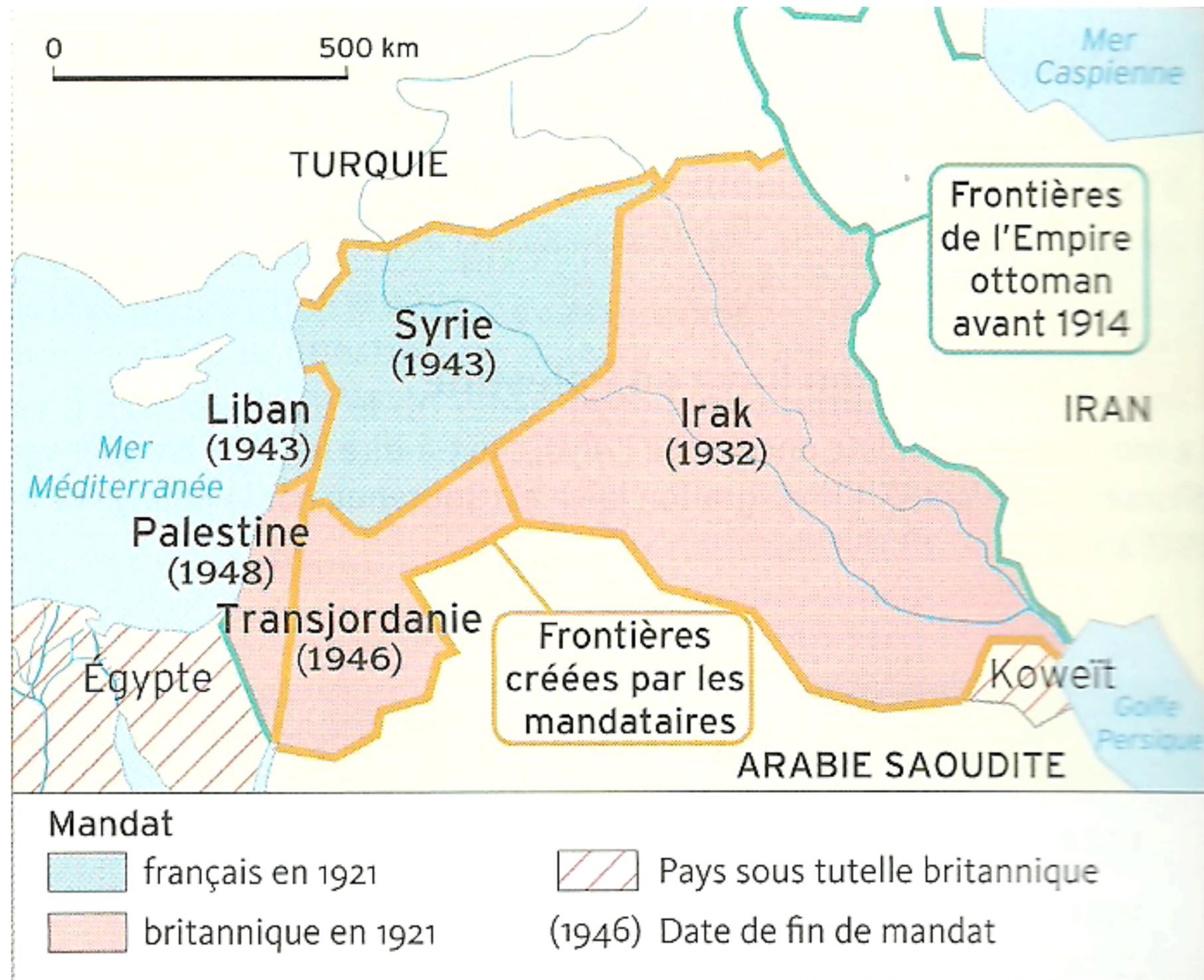
Fondée en 1945 dans la capitale égyptienne.

L'ORGANISATION

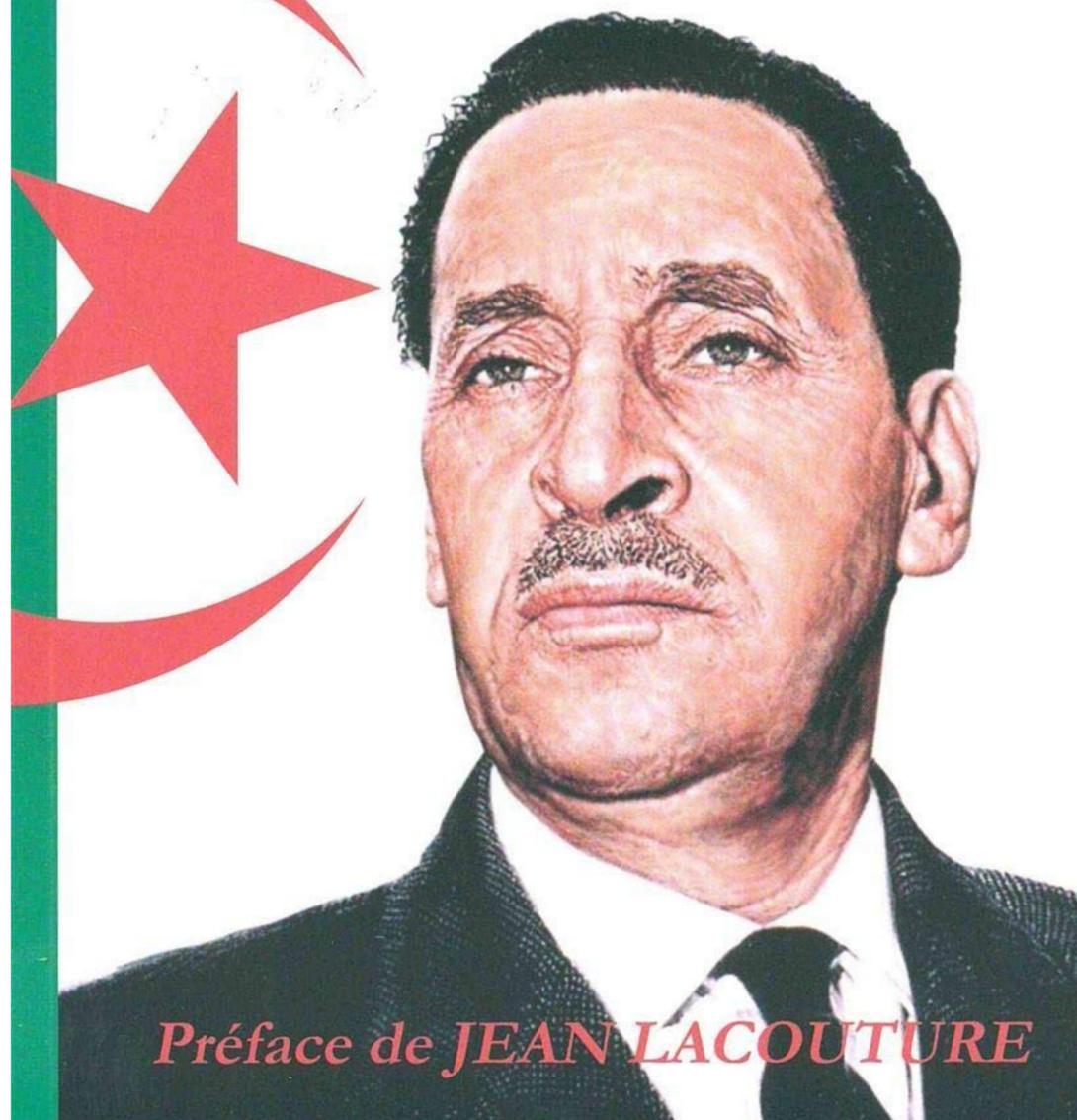
- Organisation régionale au statut d'observateur pour les Nations unies.
- Secrétaire général : **Nabil al-Arabi** (Égyptien) depuis le 1^{er} juin 2011.
- **Conseil de la Ligue arabe** : composé de représentants de chaque État membre.

SON RÔLE

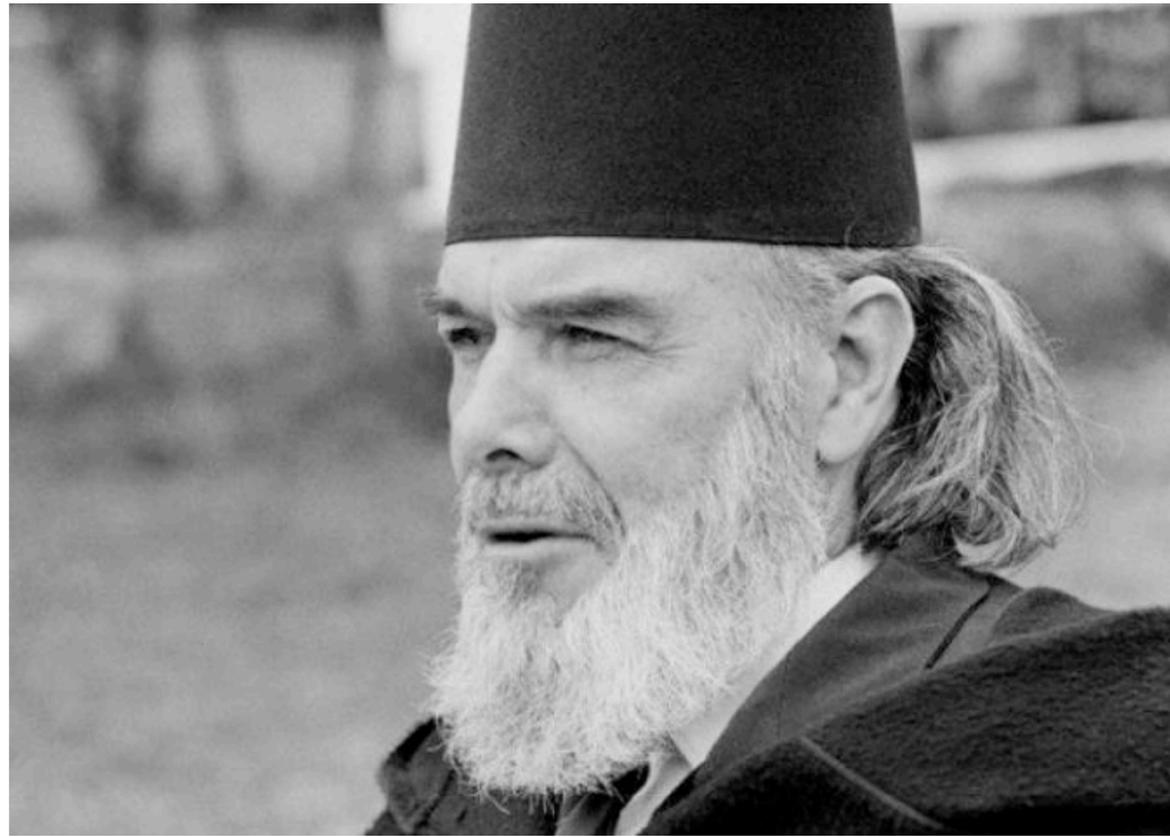
- **Renforce les relations** politiques, économiques et culturelles entre les pays membres.
- **Médiateur en cas de conflit.**
- **Applique des sanctions** (en 2011, gel des transactions commerciales et des comptes bancaires du gouvernement syrien dans les pays arabes afin de contraindre le régime à faire cesser la répression).



Ferhat Abbas
LE MANIFESTE DU
PEUPLE ALGÉRIEN
suivi du Rappel au
peuple algérien



Préface de JEAN LACOUTURE



Messali Hadj
leader indépendantiste algérien

Déclaration en 1939, dans *El Ouma* : « *L'Afrique du Nord n'est rattachée à la France par aucun sentiment, si ce n'est par la haine que cent ans de colonisation ont créée dans nos cœurs* ».



un film doc
de Bernard LANGLOIS
& Mehdi LALLAOUI

LES MASSACRES DE SÉTIF

un certain 8 mai 1945



Sétif, 1945. Les arrestations des Algériens soupçonnés d'être impliqués dans l'insurrection s'accompagnent de véritables razzias.
Photo : Rue des Archives/Tallandier

La conférence d'Anfa, 1943



Habib BOURGUIBA, bain de foule à Bizerte en 1952.

